

Mittwoch, den 4. Juni 2014

CLASSEMENT DES BANQUES

AU 31 DÉCEMBRE 2013

2014 est une année de transition inédite pour le secteur bancaire luxembourgeois. Deux révolutions sont en marche: la fin progressive du secret bancaire, qui a été le pilier de la banque privée pendant des décennies, et la création de l'union bancaire européenne, qui doit assurer la sécurité du système bancaire de la zone euro. Ces deux changements fondamentaux sont analysés dans ce «Classement des banques». La première révolution n'est pas simplement en train de bouleverser le métier de banquier privé, elle transforme radicalement notre rapport aux données financières des particuliers. Celles-ci passent peu à peu de la sphère privée à une sphère quasi-publique. La deuxième révolution retire au Luxembourg une partie de sa souveraineté économique en mettant la moitié de ses banques sous supervision directe de la Banque centrale européenne. Une mesure présentée comme une avancée car elle participe à rendre le système bancaire plus sûr et donc à ramener la confiance dans nos banques.

SPÉCIAL ECONOMIE & FINANCES

 **Luxemburger Wort**
www.wort.lu

Sommaire - Inhalt

Horrorszenarien sind nicht eingetreten
KPMG analysiert die Ergebnisse der Banken. Seite 6-8

«Un impact positif sur la sécurité bancaire»
Entretien avec Yves Maas, président de l'ABB. Page 10

Classement des banques 2013 – Die Ergebnisse der Banken im Gesamtüberblick
Page/Seite 12-15

Sonderheiten der deutschen Bankenlandschaft
Das Drei-Säulen-Modell macht die Bankenaufsicht zu einer besonderen Herausforderung. Seite 16

La transition est déjà en marche
La CSSF va voir son rôle de supervision bancaire limité au niveau national. Page 18

La France bien armée pour les stress tests
L'opération est estimée à 80 millions d'euros. Page 19

Un mouvement inéluctable vers plus de transparence
L'échange automatique fiscal devient la norme internationale. Page 20

Un risque vertigineux mais contrôlé
La banque dépositaire du Luxembourg est un risque systémique mondial. Page 25

Wachsende Kosten durch Vorschriften
Immer neue Regelwerke stellen die Depotbanken vor große Herausforderungen. Seite 26

Impressum

Das vorliegende Heft „Classement des banques“ ist eine Beilage der Ausgabe des „Luxemburger Wort“ vom 4. Juni 2014.
Koordination und Konzept: Linda Cortey
Titelbild: Tania Schmartz
Layout: Michel Rottigni
Tabellen: Bernard Warken
Anzeigen: www.régie.lu

Entretien avec Pierre Gramegna, ministre des Finances

«Nous garderons la notion de confidentialité»

Le ministre des Finances revient sur la fin programmée du secret bancaire et la construction de l'union bancaire

PAR LINDA CORTEY

La place financière luxembourgeoise connaît actuellement des évolutions fondamentales dans son modèle d'affaires, avec la fin progressive du secret bancaire, que dans sa gouvernance avec la mise en place de l'union bancaire. Ces deux mouvements nés de la crise financière de 2008 connaissent cette année leurs premières réalisations concrètes et sont soutenus par le ministre des Finances Pierre Gramegna qui voit dans les changements à venir de réelles opportunités pour la place financière. Avec en ligne de mire l'amélioration de l'image de marque du Luxembourg.

■ L'abandon partiel du secret bancaire a été annoncé par le précédent gouvernement. Vous avez poursuivi et amplifié ce mouvement en acceptant d'élargir la directive européenne sur l'épargne et en vous joignant à l'initiative de l'OCDE sur l'adoption de standards internationaux sur l'échange automatique d'information en matière fiscale. Était-ce un mouvement inévitable?

La volonté du gouvernement luxembourgeois d'aller vers l'échange automatique d'informations en matière fiscale s'est faite de manière graduelle. Il y a tout d'abord eu l'annonce de l'ancien Premier ministre que le Luxembourg allait s'engager dans cette voie. Néanmoins, il y a eu ensuite un certain blocage sur la mise en œuvre de cette annonce. Le nouveau gouvernement a dû débloquent cette situation et je crois que nous y sommes parvenus de manière graduelle et relativement harmonieuse. Nous avons d'abord maintenu la position du gouvernement sortant lors du premier sommet Ecofin. Ensuite, à la vue des réactions et des opinions que nous avons reçues du secteur financier et aussi de la vue des évolutions du dossier à l'échelle mondiale, nous avons choisi d'assumer complètement ce virage et d'accepter l'échange automatique d'une manière beaucoup plus large. Cela réduit comme peau de chagrin le secret bancaire tel que nous l'avons connu. Ce processus graduel a permis à la place financière de s'adapter. Nous avons pu constater que le secret bancaire était utile pour la banque privée, mais beaucoup moins pour les autres secteurs de la Place. Ce changement de cap va en fait changer durablement l'image de marque de notre place financière et faciliter la promotion de ses autres piliers.

■ Les plus petites banques ont davantage de difficultés à s'adapter...

La disparition programmée du secret bancaire a un double effet. Cela oblige les banques à être plus compétitives et cela améliore notre image de marque. Pour devenir plus compétitives, les banques doivent inventer de nouveaux produits, avoir de nouveaux services et utiliser au mieux tous les outils qu'offre la place financière. Notre gouvernement s'est inscrit dans la continuité avec le précédent en ce sens qu'il continue à miser sur la place financière et à la diversifier. Nous sommes actuellement en train de travailler sur le projet de la fondation patrimoniale. Nous allons continuer à enrichir la gamme des instruments grâce aussi à une revitalisation du haut comité pour la place financière qui s'est dotée d'une douzaine de groupes de travail qui réfléchissent sur les outils à créer. Les banques présentes ici peuvent s'appuyer sur ces outils et ils leur appartiennent de les utiliser au mieux.

■ N'y a-t-il pas un danger pour la banque privée au Luxembourg?

Les banques ont pu anticiper et y préparer leur personnel. Si je regarde aujourd'hui les dépôts des personnes physiques et les dépôts des entreprises auprès des banques, on constate en mars de cette année par rapport à mars de l'année der-



Pour le ministre des Finances, Pierre Gramegna, la fin programmée du secret bancaire constitue avant tout une opportunité pour les banques luxembourgeoises et pour la place financière dans son ensemble.
(PHOTO: SERGE WALDBILLIG)

nière à peu près une stabilisation. Et sur les trois derniers mois, une très légère reprise chez les personnes physiques et une stabilité chez les entreprises. Nous n'avons donc pas eu de mouvements excessifs. Mais il faut dire que les chiffres de stabilité cachent peut-être une réalité plus complexe, en ce sens que des clients de petite taille et de proximité géographique se réorientent et ferment leurs comptes. En revanche il y a des clients plus importants, d'origine plus lointaine qui s'installent et qui ont besoin de produits plus sophistiqués.

■ Dans les négociations européennes sur l'abandon du secret bancaire, le Luxembourg a toujours demandé à ce qu'il y ait un «level playing field», des règles du jeu similaires entre les places financières. Avec l'accélération des négociations sur un modèle mondial d'échange automatique depuis fin 2013, a-t-on atteint ce «level playing field»?

Je dirais que nous arrivons bien au-delà de nos attentes initiales puisque notre raisonnement était que cinq pays européens hors UE – y compris la Suisse – devaient adopter le même niveau de renseignement pour que le Luxembourg puisse se diriger dans la même direction. Entre-temps les choses ont évolué très vite. Le «level playing field» va désormais bien plus loin que l'Europe. Les travaux de l'OCDE ont évolué plus vite qu'on ne le pensait et le standard de l'OCDE, le «common reporting standard» a été agréé par tous les pays de l'OCDE et même au-delà avec Singapour et la Chine. Le «level playing field» se développe, s'élargit à l'échelle planétaire. Cela montre que le Luxembourg avait une position initiale tout à fait juste en disant qu'il ne fallait pas des normes qui s'appliquent uniquement en Europe car, si on procède de la sorte, on nuit à l'attractivité de l'Union européenne en général.

■ Depuis la crise financière de 2008, la pression est forte pour aboutir à une transparence totale concernant les informations financières des particuliers. Jusqu'où ira ce mouvement de balancier vers plus de transparence?

Avec l'échange automatique et d'autres lois qui vont dans le même sens, nous sommes en train de mettre en place un contribuable totalement transparent, avec la volonté affichée de tous les États d'éradiquer la fraude fiscale pour engranger le plus possible de taxes, ce qui en soit est un objectif tout à fait normal mais nous sommes passés d'une certaine tolérance, plus ou moins acceptée, à une tolérance zéro.

Tout cela procède du fait que nous sommes entrés dans un modèle de société qui collecte énormément de données sur les individus. Pour des raisons de sécurité, de combat contre le terrorisme mais aussi pour des raisons d'efficacité de gestion de données. En fin de compte, on est en train de mettre en place une société de transparence extrême, le balancier est en train d'aller très loin mais je pense que nous avons quand même heureusement tendance, au sein de l'Union européenne, à dire qu'il faut aussi protéger les données qui concernent la personne privée. Nous avons donc deux pôles qui doivent s'équilibrer et, au Luxembourg, nous garderons une notion de confidentialité qui est tout à fait légale et qui correspond aux besoins des résidents comme des non-résidents.

■ Après la directive sur l'épargne dans l'Union européenne, l'accord Fatca avec les États-Unis, il y aura bientôt des accords OCDE sur l'échange automatique d'informations en matière fiscale. Comment gérer les mises en place de ces différents accords qui demandent à chaque fois des reportings différents?

(Lire la suite Page 5)

L'emploi bancaire baisse doucement

Les banques luxembourgeoises employaient 26.153 personnes fin mars 2014

Luxembourg. Selon la Banque centrale du Luxembourg (BCL) 26.153 personnes étaient employées dans les établissements de crédit du Luxembourg au 31 mars 2014 (selon

des chiffres provisoires). Soit une baisse de 84 emplois par rapport au 31 décembre 2013. En comparaison annuelle, la baisse est de 242 emplois. Entre décembre 2013 et mars

2014, 44 établissements de crédit ont augmenté leurs effectifs (de 1 à 49 employés), tandis que 41 établissements de crédit ont diminué leurs effectifs (de 1 à 53 employés).

Par ailleurs, le nombre d'établissements de crédit a augmenté de deux unités sur la période pour s'établir à 149 institutions fin mars 2014. (C.)

Solidité et croissance

| Franchise commerciale (Mds d'EUR) | 31/12/2012 | 31/12/2013 | Évolution 2012 versus 2013 |
|-----------------------------------|------------|------------|----------------------------|
| Actifs sous gestion | 28,97 | 28,77 | - 0,7 % |
| Dépôts bilantaires | 11,55 | 12,50 | + 8,2 % |
| Prêts à la clientèle | 9,55 | 10,06 | + 5,3 % |
| Compte de résultat (Mio d'EUR) | | | |
| Revenus | 360 | 504 | + 40 % |
| Coûts | (331) | (341) | + 3 % |
| Résultat net | 30 | 113 | + 275 % |
| Solvabilité et Rating long terme | | | |
| Ratio Tier 1 (Bâle II) | 14,39 % | 14,93 % | |
| Fitch Ratings | A- | A- | |
| Standard & Poor's | A- | A- | |

Vous avant tout

BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG

25 ANS

Banque Internationale à Luxembourg SA, 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg, RCS Luxembourg B-6307 – www.bil.com

BANQUE PRIVÉE – SERVICES BANCAIRES AUX ENTREPRISES – MARCHÉS FINANCIERS – BANQUE DE DÉTAIL

LUXEMBOURG - BELGIQUE - DANEMARK - MOYEN ORIENT - SINGAPOUR - SUISSE



CLASSEMENT DES BANQUES AU 31 DÉCEMBRE 2013

4

Résultat net - Profit for the financial year - Ergebnis des Geschäftsjahres

| | en millions de EUR | 2013 | 2012 | % |
|---|--------------------|---------|----------|----------|
| 1 Société Générale Bank & Trust | | 311,816 | 433,021 | -27,99 |
| 2 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg | | 208,397 | 198,151 | 5,17 |
| 3 Deutsche Bank Luxembourg S.A. | | 189,337 | 251,041 | -24,58 |
| 4 State Street Bank Luxembourg S.A. | | 180,945 | 153,831 | 17,63 |
| 5 CACEIS Bank Luxembourg | | 171,002 | 208,081 | -17,82 |
| 6 Banque Internationale à Luxembourg | | 167,860 | 30,669 | 447,33 |
| 7 Société Européenne de Banque S.A. | | 166,218 | 133,513 | 24,50 |
| 8 BGL BNP Paribas | | 146,301 | 191,300 | -23,52 |
| 9 UniCredit Luxembourg S.A. | | 129,135 | 180,888 | -28,61 |
| 10 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | | 125,990 | 162,066 | -22,26 |
| 11 ING LUXEMBOURG S.A. | | 120,434 | 143,757 | -16,22 |
| 12 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | | 113,237 | 73,278 | 54,53 |
| 13 Pictet & Cie (Europe) S.A. | | 86,641 | 37,779 | 129,34 |
| 14 Deutsche Postbank International S.A. | | 79,565 | 85,105 | -6,51 |
| 15 PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A. | | 72,240 | 27,935 | 158,60 |
| 16 Banque de Luxembourg S.A. | | 68,513 | 62,874 | 8,97 |
| 17 Banque Degroof Luxembourg S.A. | | 58,676 | 49,008 | 19,73 |
| 18 Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | | 54,177 | 55,886 | -3,06 |
| 19 Nordea Bank S.A. | | 51,986 | 46,730 | 11,25 |
| 20 DZ PRIVATBANK S.A. | | 45,045 | 45,607 | -1,23 |
| 21 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | | 44,967 | 77,731 | -42,15 |
| 22 Crédit Agricole Luxembourg | | 40,891 | 103,031 | -60,31 |
| 23 UBS (Luxembourg) S.A. | | 40,324 | 56,726 | -28,91 |
| 24 Société Nationale de Crédit et d'Investissement | | 38,123 | 45,520 | -16,25 |
| 25 Delen Private Bank Luxembourg S.A. | | 38,085 | 32,002 | 19,01 |
| 26 KBL European Private Bankers S.A. | | 35,230 | -305,771 | -111,52 |
| 27 John Deere Bank S.A. | | 32,937 | 30,562 | 7,77 |
| 28 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | | 30,085 | 25,478 | 18,08 |
| 29 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | | 28,421 | 17,815 | 59,53 |
| 30 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | | 27,119 | 33,927 | -20,07 |
| 31 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | | 26,955 | 34,380 | -21,60 |
| 32 Banque Safra-Luxembourg S.A. | | 26,858 | 25,100 | 7,00 |
| 33 RBC Investor Services Bank S.A. | | 25,705 | -26,993 | -195,23 |
| 34 Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | | 25,037 | 25,717 | -2,64 |
| 35 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | | 23,458 | 11,521 | 103,60 |
| 36 Landesbank Berlin International S.A. | | 22,470 | 22,361 | 0,49 |
| 37 Advanzia Bank S.A. | | 21,273 | 13,058 | 62,91 |
| 38 Commerzbank International S.A. | | 20,594 | 16,453 | 25,17 |
| 39 Clearstream Banking S.A. | | 19,090 | 125,044 | -84,73 |
| 40 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | | 19,001 | 20,573 | -7,64 |
| 41 Banco Bradesco Europa S.A. | | 18,099 | 26,415 | -31,48 |
| 42 Banque Raiffeisen | | 17,796 | 42,943 | -58,56 |
| 43 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | | 17,142 | 20,846 | -17,77 |
| 44 Danske Bank International S.A. | | 16,200 | 13,802 | 17,38 |
| 45 Natixis Bank | | 16,147 | 32,844 | -50,84 |
| 46 Credem International (Lux) | | 15,354 | 21,398 | -28,24 |
| 47 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | | 14,749 | 28,428 | -48,12 |
| 48 Dexia LdG Banque S.A. | | 14,003 | 29,176 | -52,01 |
| 49 HSH Nordbank Securities S.A. | | 13,832 | 10,054 | 37,58 |
| 50 Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | | 12,535 | 6,140 | 104,15 |
| 51 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. | | 11,072 | 9,498 | 16,57 |
| 52 East West United Bank S.A. | | 10,781 | 8,558 | 25,98 |
| 53 EFG Bank (Luxembourg) S.A. | | 6,862 | 9,213 | -25,52 |
| 54 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | | 6,468 | 20,305 | -68,15 |
| 55 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A. | | 6,083 | 4,626 | 31,50 |
| 56 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | | 5,221 | 3,679 | 41,90 |
| 57 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | | 5,001 | 6,295 | -20,54 |
| 58 Banque Carnegie Luxembourg S.A. | | 4,838 | 3,751 | 28,98 |
| 59 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | | 4,693 | 6,067 | -22,65 |
| 60 DNB Luxembourg S.A. | | 4,505 | 2,979 | 51,23 |
| 61 Banque Puilaetco Dewaay Luxembourg S.A. | | 4,094 | 4,000 | 2,34 |
| 62 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | | 4,032 | 7,013 | -42,50 |
| 63 Banque de Patrimoines Privés | | 3,747 | 1,358 | 175,96 |
| 64 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | | 3,153 | 11,239 | -71,95 |
| 65 Banco Popolare Luxembourg S.A. | | 2,841 | 3,629 | -21,71 |
| 66 Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | | 2,773 | 4,002 | -30,71 |
| 67 Keytrade Bank Luxembourg S.A. | | 2,558 | 3,000 | -14,76 |
| 68 Bank of China (Luxembourg) S.A. | | 2,541 | 3,310 | -23,23 |
| 69 Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | | 2,121 | 3,196 | -33,63 |
| 70 Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | | 1,721 | ,512 | 236,21 |
| 71 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | | 1,308 | 2,458 | -46,78 |
| 72 Freie Internationale Sparkasse S.A. | | 1,265 | 1,150 | 10,00 |
| 73 Andbank Luxembourg | | 1,160 | -,614 | -288,79 |
| 74 Svenska Handelsbanken S.A. | | 0,882 | 1,166 | -24,38 |
| 75 Argentabank Luxembourg S.A. | | 0,757 | 1,481 | -48,91 |
| 76 Banque BCP S.A. | | 0,546 | 1,090 | -49,90 |
| 77 Banco Itaú Europa Luxembourg S.A. | | 0,498 | 15,326 | -96,75 |
| 78 Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | | 0,300 | 7,000 | -95,71 |
| 79 La Française AM Private Bank | | 0,296 | -2,074 | -114,28 |
| 80 Banque Havilland S.A. | | 0,292 | 6,214 | -95,31 |
| 81 Frankfurter Volksbank International S.A. | | 0,228 | 0,830 | -72,51 |
| 82 NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A. | | 0,101 | 0,617 | -83,63 |
| 83 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | | 0,038 | 0,070 | -45,81 |
| 84 Fortuna Banque s.c. | | 0,016 | 0,403 | -96,09 |
| 85 Comèr Banque (Luxembourg) S.A. | | 0,005 | 0,989 | -99,51 |
| 86 BHF-BANK International | | 0,000 | 0,000 | |
| 87 VP Bank (Luxembourg) S.A. | | -0,050 | 10,625 | -100,47 |
| 88 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | | -0,130 | -0,421 | -69,23 |
| 89 TD Bank International S.A. | | -0,230 | 0,677 | -133,98 |
| 90 China Construction Bank (Europe) S.A. | | -0,913 | | |
| 91 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | | -1,017 | -1,155 | -12,00 |
| 92 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | | -1,081 | -3,832 | -71,79 |
| 93 GPB International S.A. | | -1,306 | | |
| 94 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | | -1,712 | -2,397 | -28,56 |
| 95 BSI Luxembourg S.A. | | -2,170 | 3,053 | -171,09 |
| 96 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | | -2,289 | -3,076 | -25,58 |
| 97 ABLV Bank Luxembourg S.A. | | -3,412 | -1,834 | 86,09 |
| 98 UBI Banca International S.A. | | -11,378 | 0,774 | -1570,96 |
| 99 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. | | -16,041 | -11,088 | 44,66 |
| 100 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A. | | -22,156 | 18,732 | -218,28 |
| 101 Banque LBLux S.A. | | -46,314 | 15,801 | -393,11 |
| 102 Hypothekenbank Frankfurt International S.A. | | -53,882 | -30,047 | 79,33 |
| 103 LBBW Luxembourg S.A. | | -64,800 | 9,100 | -812,09 |
| 104 Banque Öhman S.A. | | | 1,700 | -100,00 |
| 105 Société Générale LDG | | | 1,547 | -100,00 |
| 106 Lombard Odier (Europe) S.A. | | | 0,268 | -100,00 |
| 107 Catella Bank S.A. | | | -4,133 | -100,00 |
| 108 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | | | | |
| 109 Société Générale Financing and Distribution | | | | |

Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number) - Personalbestand (Anzahl)

| | 2013 | 2012 | % |
|--|-------|-------|---------|
| 1 BGL BNP Paribas | 2.792 | 2.798 | -0,21 |
| 2 Banque Internationale à Luxembourg | 1.868 | 1.899 | -1,63 |
| 3 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg | 1.797 | 1.787 | 0,56 |
| 4 RBC Investor Services Bank S.A. | 1.472 | 1.626 | -9,47 |
| 5 KBL European Private Bankers S.A. | 951 | 979 | -2,86 |
| 6 CACEIS Bank Luxembourg | 838 | 848 | -1,18 |
| 7 Société Générale Bank & Trust | 829 | 841 | -1,43 |
| 8 DZ PRIVATBANK S.A. | 810 | 781 | 3,71 |
| 9 ING LUXEMBOURG S.A. | 791 | 793 | -0,25 |
| 10 Banque de Luxembourg S.A. | 744 | 749 | -0,67 |
| 11 State Street Bank Luxembourg S.A. | 715 | 708 | 0,99 |
| 12 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | 656 | 706 | -7,08 |
| 13 Banque Raiffeisen | 580 | 550 | 5,45 |
| 14 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | 518 | 559 | -7,33 |
| 15 UBS (Luxembourg) S.A. | 438 | 421 | 4,04 |
| 16 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | 397 | 411 | -3,41 |
| 17 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | 363 | 401 | -9,48 |
| 18 Crédit Agricole Luxembourg | 359 | 343 | 4,66 |
| 19 Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | 350 | 315 | 11,11 |
| 20 Clearstream Banking S.A. | 322 | 319 | 0,94 |
| 21 Nordea Bank S.A. | 313 | 305 | 2,62 |
| 22 Deutsche Bank Luxembourg S.A. | 299 | 306 | -2,29 |
| 23 Banque Degroof Luxembourg S.A. | 289 | 295 | -2,03 |
| 24 Pictet & Cie (Europe) S.A. | 268 | 246 | 8,94 |
| 25 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. | 250 | 264 | -5,30 |
| 26 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | 231 | 229 | 0,87 |
| 27 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | 229 | 224 | 2,23 |
| 28 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | 211 | 190 | 11,05 |
| 29 UniCredit Luxembourg S.A. | 186 | 184 | 1,09 |
| 30 Banque LBLux S.A. | 183 | 191 | -4,19 |
| 31 Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | 180 | 187 | -3,74 |
| 32 Société Européenne de Banque S.A. | 166 | 202 | -17,82 |
| 33 Deutsche Postbank International S.A. | 145 | 161 | -9,94 |
| 34 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | 142 | 161 | -11,80 |
| 35 Banque Safra-Luxembourg S.A. | 131 | 123 | 6,50 |
| 36 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | 129 | 117 | 10,26 |
| 37 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A. | 128 | 172 | -25,58 |
| 38 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | 128 | 112 | 14,29 |
| 39 Commerzbank International S.A. | 127 | 135 | -5,93 |
| 40 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | 122 | 114 | 7,02 |
| 41 Natixis Bank | 114 | 101 | 12,87 |
| 42 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. | 111 | 126 | -11,90 |
| 43 Catella Bank S.A. | 110 | 66 | 66,67 |
| 44 VP Bank (Luxembourg) S.A. | 110 | 79 | 39,24 |
| 45 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | 106 | 114 | -7,02 |
| 46 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | 105 | 97 | 8,25 |
| 47 Danske Bank International S.A. | 91 | 99 | -8,08 |
| 48 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | 86 | 84 | 2,38 |
| 49 HSH Nordbank Securities S.A. | 84 | 108 | -22,22 |
| 50 Bank of China (Luxembourg) S.A. | 83 | 57 | 45,61 |
| 51 EFG Bank (Luxembourg) S.A. | 83 | 82 | 1,22 |
| 52 Advanzia Bank S.A. | 79 | 69 | 14,49 |
| 53 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | 74 | 67 | 10,45 |
| 54 UBI Banca International S.A. | 73 | 72 | 1,39 |
| 55 Banque BCP S.A. | 71 | 67 | 5,97 |
| 56 BSI Luxembourg S.A. | 63 | 49 | 28,57 |
| 57 John Deere Bank S.A. | 61 | 60 | 1,67 |
| 58 Svenska Handelsbanken S.A. | 53 | 60 | -11,67 |
| 59 PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A. | 52 | 48 | 8,33 |
| 60 Banque Havilland S.A. | 51 | 53 | -3,77 |
| 61 East West United Bank S.A. | 51 | 39 | 30,77 |
| 62 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A. | 50 | 53 | -5,66 |
| 63 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | 48 | 51 | -5,88 |
| 64 Delen Private Bank Luxembourg S.A. | 45 | 46 | -2,17 |
| 65 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | 43 | 38 | 13,16 |
| 66 Landesbank Berlin International S.A. | 43 | 45 | -4,44 |
| 67 LBBW Luxembourg S.A. | 43 | 62 | -30,65 |
| 68 Banco Bradesco Europa S.A. | 40 | 39 | 2,56 |
| 69 Banque Carnegie Luxembourg S.A. | 40 | 41 | -2,44 |
| 70 TD Bank International S.A. | 39 | 44 | -11,36 |
| 71 Andbank Luxembourg | 38 | 27 | 40,74 |
| 72 Banque de Patrimoines Privés | 36 | 29 | 24,14 |
| 73 Banco Popolare Luxembourg S.A. | 34 | 35 | -2,86 |
| 74 Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | 33 | 42 | -21,43 |
| 75 Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | 31 | 28 | 10,71 |
| 76 BHF-BANK International | 31 | 31 | 0,00 |
| 77 Banque Öhman S.A. | 30 | 29 | 3,45 |
| 78 DNB Luxembourg S.A. | 30 | 28 | 7,14 |
| 79 Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | 29 | 29 | 0,00 |
| 80 Banque Puilaetco Dewaay Luxembourg S.A. | 28 | 27 | 3,70 |
| 81 La Française AM Private Bank | 26 | 27 | -3,70 |
| 82 Credem International (Lux) | 25 | 25 | 0,00 |
| 83 Comèr Banque (Luxembourg) S.A. | 23 | 21 | 9,52 |
| 84 Argentabank Luxembourg S.A. | 22 | 21 | 4,76 |
| 85 Lombard Odier (Europe) S.A. | 22 | 11 | 100,00 |
| 86 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | 21 | 21 | 0,00 |
| 87 Banco Itaú Europa Luxembourg S.A. | 19 | 38 | -50,00 |
| 88 Hypothekenbank Frankfurt International S.A. | 19 | 31 | -38,71 |
| 89 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | 19 | 20 | -5,00 |
| 90 China Construction Bank (Europe) S.A. | 18 | | |
| 91 Fortuna Banque s.c. | 18 | 20 | -10,00 |
| 92 Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | 17 | 15 | 13,33 |
| 93 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | 17 | 17 | 0,00 |
| 94 Freie Internationale Sparkasse S.A. | 16 | 16 | 0,00 |
| 95 Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | 14 | 14 | 0,00 |
| 96 ABLV Bank Luxembourg S.A. | 13 | 5 | 160,00 |
| 97 Société Nationale de Crédit et d'Investissement | 12 | 11 | 9,09 |
| 98 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | 12 | 15 | -20,00 |
| 99 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | 10 | 13 | -23,08 |
| 100 Keytrade Bank Luxembourg S.A. | 10 | 9 | 11,11 |
| 101 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | 9 | | |
| 102 GPB International S.A. | 9 | | |
| 103 Frankfurter Volksbank International S.A. | 7 | 7 | 0,00 |
| 104 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | 5 | 5 | 0,00 |
| 105 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | 5 | 6 | -16,67 |
| 106 Société Générale Financing and Distribution | 5 | | |
| 107 Société Générale LDG | 3 | 3 | 0,00 |
| 108 Dexia LdG Banque S.A. | 0 | 2 | -100,00 |
| 109 NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A. | | | |

«Nous garderons notre confidentialité»

(Suite de l'interview de Pierre Gramigna de la page 3)

■ **L'union bancaire européenne a été validée par les Etats et le Parlement européen. Elle va devenir réalité par étape entre novembre prochain et début 2016. Cela apporte réellement une meilleure sécurité pour la zone euro?**

Il faut souligner que le fait d'avoir réussi à négocier cette union bancaire est un résultat majeur de la zone euro. Pendant des années on a dit que l'euro était menacé et que l'Europe ne trouverait pas de solution alors nous pouvons dire que l'on a atteint un résultat remarquable. Je m'en réjouis particulièrement pour le Luxembourg qui, avec une grande place financière internationale, est naturellement très exposé lors d'une crise financière – comme nous l'avons d'ailleurs appris à nos dépens – même si, finalement, l'histoire a été clément avec nous. Grâce à l'union bancaire, on a des réponses standardisées et tout un éventail qui nous protège en tant que pays et qui protège le contribuable et les épargnants. Pour le contribuable, on veut éviter le cercle vicieux qui – avant l'union bancaire – faisait qu'en cas de recapitalisation d'une grande banque c'était à l'Etat et donc au contribuable de sauver la banque. Désormais, ce cercle vicieux sera rompu puisqu'on évitera de recourir aux fonds des Etats pour recapitaliser les banques.

■ **Ce système empêchera-t-il de connaître de nouveau une situation comme en 2008 où il a fallu sauver deux banques très vite, à chaque fois en un week-end?**

On connaîtra malheureusement encore des week-ends difficiles pour les banques dans les 100 prochaines années mais ce qu'on aura c'est un cadre de résolution qui n'existait pas jusqu'à présent. Un schéma selon lequel nous pourrions résoudre la crise de la banque, avec un fonds de 55 milliards pour sauver cette banque et une répartition des rôles clairement délimités. Il y aura tou-

jours des week-ends douloureux mais on aura le livre de bord de ce qu'il faudra appliquer.

■ **Les clients des banques luxembourgeoises bénéficient déjà d'une garantie de leurs dépôts jusqu'à 100.000 euros. Qu'est-ce que l'union bancaire change pour eux?**

Le déposant sera protégé jusqu'à 100.000 euros. Ce qui exigera du côté luxembourgeois un changement de l'actuel système de fonctionnement de l'AGDL (Association pour la garantie des dépôts Luxembourg) qui repose sur un financement ex post. Il nous faudra trouver un système de financement de ce fonds qui donne encore plus d'assurance et permet d'assurer le paiement des dépôts avec célérité en cas de défaillance, ce qui est un élément fondamental pour la confiance. On est en train de travailler sur cette réforme. L'AGDL rassemblera toujours toutes les banques, simplement le financement sera anticipatif et il y aura d'autres modalités qu'il faudra adapter.

■ **L'union bancaire prévoit également un fonds de résolution qui atteindra environ 55 milliards d'euros dans huit ans. Comment sera calculée la participation des banques luxembourgeoises à ce fonds?**

C'est une question qui n'est pas encore résolue. Il est très difficile de donner des indications sur les critères qui seront retenus car la commission s'est engagée à faire des propositions sur les contributions nationales pour cet été. Pour l'instant, il n'y a pas encore de texte ni d'indication sur le mode de cal-

« Le cercle vicieux est rompu puisqu'on évitera de recourir aux fonds des Etats pour recapitaliser les banques ».



On ne changera pas d'image en un clin d'œil, reconnaît Pierre Gramigna. (PHOTO: SERGE WALDBILLIG)

cul. La seule chose que je peux dire c'est que si on tient compte de l'importance de la place financière luxembourgeoise sur l'échiquier européen, il est clair que la contribution luxembourgeoise sera relativement importante.

■ **Le Luxembourg, comme les autres pays de la zone euro, va perdre ses prérogatives pour la supervision des banques. Quel en est l'intérêt?**

Ce sera un enrichissement tout à fait fondamental parce que la supervision européenne sera centralisée. La moitié des banques situées au Luxembourg sera con-

trôlée directement par la Banque centrale européenne (BCE) et l'autre moitié par la CSSF. Nous garderons un contact direct avec les banques, ce contact sera même quotidien avec les banques supervisées par la CSSF. Mais nous aurons aussi une unité de supervision dans toute l'Europe. On ne pourra pas soupçonner le Luxembourg, si jamais ces soupçons ont existé, que notre supervision n'est pas bonne. Désormais ce sera la même pour tous les pays.

■ **Les éléments de l'union bancaire se mettent en place progressivement, l'approvisionnement des**

fonds de résolution et des fonds de garantie va notamment s'étaler pendant huit ans. Quand pourra-t-on parler réellement d'une union bancaire au sein de la zone euro?

On peut parler de l'union bancaire dès la fin de cette année car le système de supervision sera mis en place et, dans les 18 prochains mois, les deux autres piliers seront mis en place.

■ **Plus largement, quand pourra-t-on envisager la zone euro comme un marché bancaire unifié dans lequel la place financière luxembourgeoise ne serait plus considérée comme une place nationale disproportionnée mais comme une place européenne?**

A mon sens, nous sommes déjà dans une zone européenne unique. Notre discours depuis toujours concernant la taille de notre place financière est que notre place sert surtout le marché unique européen et la zone euro. Il faut donc mesurer la taille de la place financière par rapport à son potentiel de clients qui est européen.

■ **La fin du secret bancaire est en cours, l'intégration au sein de l'union bancaire aussi. Les critiques envers le Luxembourg ne se sont pas éteintes pour autant. Faudra-t-il attendre encore longtemps pour voir une amélioration de l'image du Luxembourg?**

On peut dire que l'amélioration de l'image est en phase de démarrage. Il est tout à fait compréhensible qu'une réputation, fondée ou infondée, ne pourra pas être contrecarrée en quelques semaines ou par un changement d'attitude important mais que le grand public ne suit que de loin. Pour améliorer l'image, il faudra du temps et je peux vous dire que j'y travaillerai jour et nuit avec beaucoup d'endurance et d'assiduité dans les prochaines années. C'est la tâche de mon ministère mais aussi de tout le gouvernement et c'est un message qu'il faudra porter régulièrement. On ne changera pas d'image en un clin d'œil.

La BCE facturera 260 millions aux banques supervisées

Les plus grandes d'entre elles seront amenées à déboursier 15 millions d'euros

Francfort. La Banque centrale européenne (BCE) va facturer environ 260 millions d'euros pour l'année 2015 aux banques qui vont passer sous sa supervision à compter de novembre, a-t-elle annoncé fin mai. Cette somme sera répartie entre les 130 groupes bancaires les plus importants qui seront sous sa surveillance directe et les quelque 5.800 établissements plus petits dont la supervision continuera d'être assurée par les superviseurs nationaux. Elle doit couvrir la totalité des dépenses engagées par la BCE pour assumer son nouveau rôle, à côté de la politique monétaire.

Quelque 50% des banques les plus importantes devront payer des montants compris entre 700.000 euros et deux millions d'euros. Mais les plus grandes d'entre elles seront amenées à déboursier 15 millions d'euros. Parmi les établissements les plus petits, 75 % paieront entre 2.000 et 7.000 euros, tandis que certains devront déboursier 200.000 euros.

Selon un autre chiffre, le coût de la supervision sera assumé à 85 % par les plus grands groupes bancaires sous supervision directe de la BCE, les 15 % étant à la charge des plus petits établissements. «C'est un système juste. Les plus

grandes banques avec un profil de risque plus important paient le plus», a jugé Steven Keuning, di-

recteur pour les ressources humaines et le budget. Selon lui, le montant de 260 millions d'euros



Les sommes demandées doivent couvrir la totalité des dépenses engagées par la BCE pour assumer son nouveau rôle. (PHOTO: AFP)

réclamés est en outre «modeste» car il ne représente que 0,001 % du montant des actifs supervisés.

Les banques pourront toutefois faire leurs remarques sur la structure de ces coûts lors de la consultation publique ouverte ce mardi et jusqu'au 11 juillet, dont les conclusions seront annoncées début novembre (bien début novembre). Selon l'institution monétaire de Francfort, les coûts facturés aux banques recouvrent pour 60 % les charges de personnel, pour 10 % ceux liés aux locaux et pour 30 % les coûts opérationnels comme les voyages, les services informatiques ou de consulting. (AFP)

Analyse der Ergebnisse des Bankengeschäftsjahres 2013

Horrorszenarien sind nicht eingetreten

Die Bilanzsumme aller Banken liegt mit 713 Milliarden Euro (minus drei Prozent) knapp über dem Niveau von 2004 und 215

Milliarden Euro unter dem Höchststand aus 2008

VON THOMAS FELD
UND MARCO WEBER *

KPMG Luxembourg veröffentlicht Mitte Juni im „Luxembourg Banking Insights“ zum neunten Mal seine jährliche Analyse des Bankenmarktes Luxemburg. Die meisten Banken haben ihre Jahresabschlüsse 2013 inzwischen veröffentlicht.

Anhaltende Regulierung, dauerhaftes Niedrigzinsniveau, Marge- sowie Kostendruck – diese Herausforderungen sind derzeit in den Banken allgegenwärtig. Doch inwieweit sind diese Begriffe aus den im Rahmen des jährlichen Berichts der CSSF veröffentlichten Zahlen für das Jahr 2013 abzulesen, die CSSF-Präsident Jean Guilli als „guten Jahrgang“ bezeichnete und sich durch folgenden Entwicklungen kennzeichnete:

■ Das **Gesamtergebnis** 2013 liegt auf dem Niveau des Vorjahres;

■ Dem Anstieg des **Provisionsergebnisses** um 0,3 Milliarden Euro steht ein Rückgang des Zinsergebnisses um 0,5 Milliarden Euro gegenüber;

■ Der Steigerung des **Saldos der sonstigen Erträge** von 0,9 Milliarden Euro stehen höhere Verwaltungsaufwendungen (0,2 Milliarden Euro), Wertberichtigungen (0,2 Milliarden Euro) und Steueraufwendungen (0,3 Milliarden Euro) entgegen;

Die Luxemburger Zentralbank BCL und die Bankenaufsicht CSSF publizierten ihre jeweiligen Jahresberichte 2013 zum Finanzplatz Luxemburg vor einigen Wochen und stellen die Entwicklung des Bankplatzes auf Basis der Gesamtdaten, ermittelt auf Basis von einheitlichen Bilanzierungsvorschriften, aller Luxemburger Banken dar. Diese



Die Deutsche Bank Luxemburg S.A. ist – wie schon in den Vorjahren – Spitzenreiter bei der Bilanzsumme.

(FOTO: MARC WILWERT)

Daten werden im Folgenden zu den vorliegenden Detailergebnissen der Banken in Bezug gesetzt, die entweder LUX-GAAP- oder IFRS-Werte darstellen. Die Abschlüsse der 38 in Luxemburg vertretenen Niederlassungen von Banken aus anderen Ländern werden nicht publiziert, sind aber in den Gesamtmarktdaten enthalten.

Die Phase der Niedrigzinspolitik wird noch länger anhalten

Die Niedrigzinspolitik als Folge der Finanz- und Staatsschuldenkrise ist aus Sicht der EZB erforderlich, um das Finanzsystem stabil zu halten. Die Flutung der Märkte mit billiger Liquidität soll Liquiditätsengpässe von Banken vermeiden sowie einen

weiteren Ankauf von Staatsanleihen begünstigen. Die Ursache der Krise, die ausufernde Staatsverschuldung, ist kurzfristig nicht zu beheben, somit ist davon auszugehen, dass die Phase der Niedrigzinspolitik noch länger anhalten wird.

Neben der aktuellen Niedrigzinsphase sind auch gesunkene Volumina sowie geringere Margen ursächlich für das um 8,8 Prozent geringere Zinsergebnis der Luxemburger Banken. Riskiert man einen genaueren Blick auf die Zahlen, so ist zu erkennen, dass ein Großteil der Banken von dem Rückgang betroffen sind. So haben in etwa 75 Prozent der Luxemburger Institute einen Rückgang bei ihrem Zinser-

gebnis im Vergleich zu 2012 zu verzeichnen. Die höchsten Zinsergebnisse 2013 erzielten BGL BNP Paribas (548 Millionen Euro), Spuerkeess (391 Millionen Euro), Deutsche Bank Luxembourg (365 Millionen Euro), die Société Générale Bank & Trust (242 Millionen Euro) und Banque Internationale à Luxembourg (235 Millionen Euro).

Deutlich positiver stellt sich das Provisionsergebnis der Luxemburger Banken dar, eine Steigerung in Höhe von 7,5 Prozent bzw. 279 Millionen Euro führte zu einem Provisionsergebnis auf Höhe des Vorjahresjahres 2007. Ursächlich hierfür ist insbesondere das durch die Investmentfonds getriebene Geschäft. 2013 konnte die Anzahl der

Investmentsfonds um 61 auf 3 902 gesteigert werden, das verwaltete Vermögen belief sich auf 2 615 Milliarden Euro, eine Steigerung von zehn Prozent. Zusätzlich ließ die positive Börsenentwicklung die Preise, die verwalteten Volumina sowie die Anzahl der durchgeführten Transaktionen ansteigen.

Anteil der Kunden aus Nicht-EU-Ländern steigt von 33 auf 40 Prozent

Während das fondsinduzierte Provisionsergebnis für einige Luxemburger Banken zur Hauptertragsquelle aufgestiegen ist, befindet sich die Vermögensverwaltung mit Privatkunden in einer Phase des Wandels. Diese hat ihren Ursprung in der Finanzkrise und kennzeichnet sich seitdem durch ein verändertes Kundenverhalten sowie ein gestiegenes Anspruchsdenken der Privatkunden. Stellvertretend werden dabei Transparenz, ganzheitliche Betreuung sowie auf den Kunden individuelle zugeschnittene Beratung genannt. Ein weiterer Schritt in Richtung Transparenz war dabei der im Vorjahr angekündigte automatische Informationsaustausch.

Die von vielen Experten prophezeiten Horrorszenarien sind dabei nicht eingetreten, die vor allem in der ersten Jahreshälfte zu beobachtende Kundenflucht ist mittlerweile wieder abgeebt und entfiel im Wesentlichen auf Kunden mit kleineren Vermögen. Die Private Banking Group der ABBL ist hinsichtlich der Aussichten weiter positiv gestimmt und sieht in der Vermögensverwaltung auch zukünftig eine der wichtigsten Aktivitäten des Finanzplatzes. Dabei wird das auf Privatkunden entfallende verwaltete Vermögen per Ende 2013 auf 305 Milliarden Euro geschätzt, davon entfallen bereits 59 Prozent auf sogenannte

High Net Worth Individuals. Ebenso konnte seit 2008 der Anteil der Kunden aus Nicht-EU Ländern von 33 auf 40 Prozent gesteigert werden. Für die im Privatbankgeschäft tätigen Luxemburger Banken bestehen die Herausforderungen zukünftig insbesondere darin, die angesprochenen vermögenden Privatkunden aus Nicht-EU Ländern durch neue Produkte, Dienstleistungen, Qualität sowie Services für spezielle Kundengruppen für sich zu gewinnen.

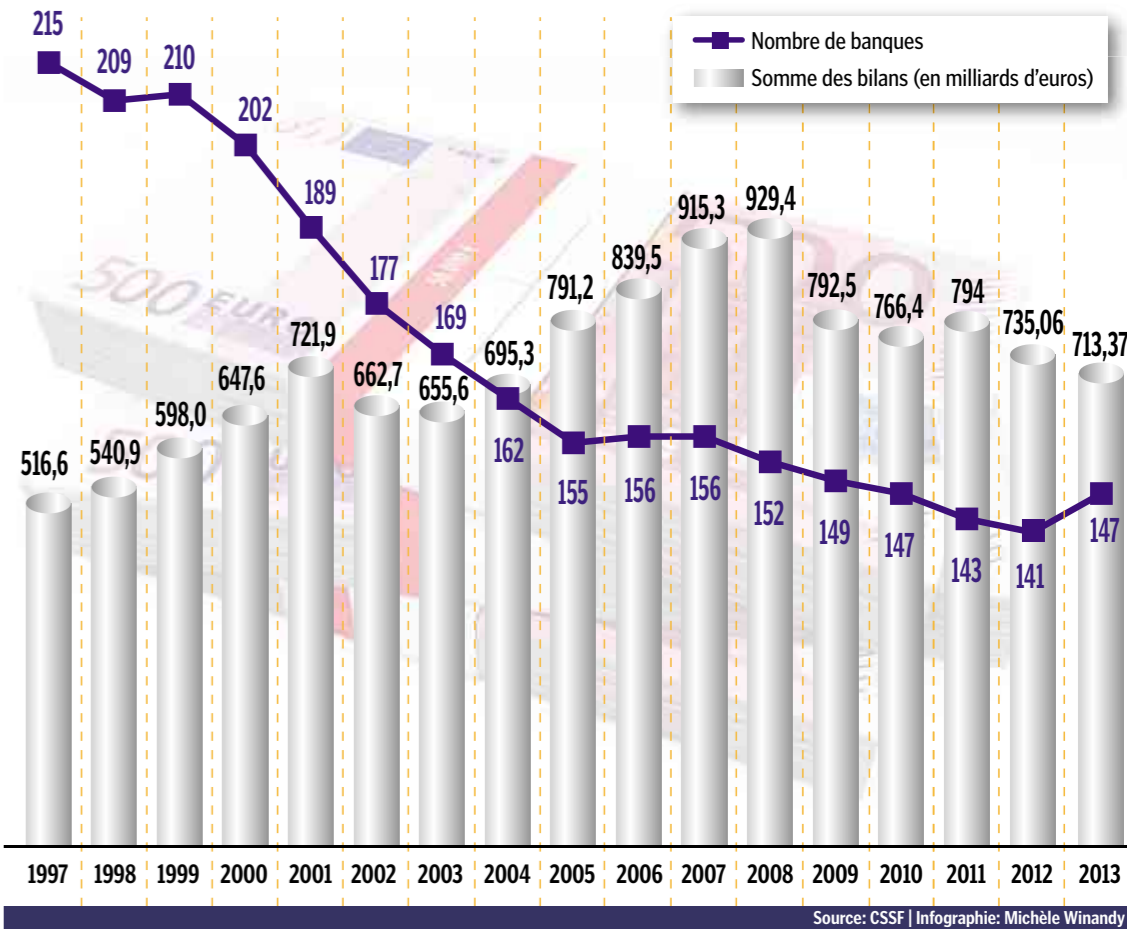
Die Verwaltungskosten haben sich um 4,2 Prozent erhöht

Spitzenreiter beim Provisionsergebnis 2013 ist weiterhin Clearstream Banking mit einem Überschuss von 356 Millionen Euro, danach folgt J.P. Morgan Bank Luxembourg mit 236 Millionen Euro, auf dem dritten Rang liegt die State Street Bank Luxembourg mit 211 Millionen Euro.

Eine anderes Bild weist die Kostenseite der Luxemburger Banken auf. Die Verwaltungskosten haben sich gegenüber dem Vorjahr nochmals um 4,2 Prozent auf den höchsten Stand der letzten zehn Jahre erhöht. Während die Banken 2013 300 Mitarbeiter weniger als 2012 beschäftigen, sind die Personalaufwendungen um 136 Millionen Euro bzw. 5,2 Prozent% gestiegen. Hier werden die Effekte der im Oktober 2011 und 2012 durchgeführten Indexerhöhungen sowie vereinzelt die in einigen Banken durchgeführten Restrukturierungsmaßnahmen und der oftmals damit verbundenen Sozialpläne deutlich. Auf Basis der vorliegenden Zahlen überschreiten vier Luxemburger Banken die Grenze von 1 000 Mitarbeitern: BGL BNP Paribas (2 792), Banque Internationale à Luxembourg (1 868), Spuerkeess (1 797) sowie RBC Investor Services Bank (1 472).

(Fortsetzung Seite 8)

Evolution du secteur bancaire depuis 1997



Distribution du nombre d'employés par banque

| Nombre d'employés | Nombre de banques | | | | | | | |
|-------------------|-------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
| > 1.000 | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 | 6 | 5 | 5 |
| 500 à 1.000 | 7 | 9 | 8 | 9 | 8 | 9 | 10 | 9 |
| 400 à 500 | 3 | 2 | 4 | 3 | 1 | 3 | 3 | 2 |
| 300 à 400 | 8 | 10 | 11 | 9 | 9 | 7 | 6 | 7 |
| 200 à 300 | 10 | 9 | 8 | 8 | 7 | 5 | 7 | 8 |
| 100 à 200 | 18 | 18 | 16 | 18 | 16 | 15 | 17 | 18 |
| 50 à 100 | 18 | 21 | 20 | 20 | 21 | 21 | 16 | 15 |
| < 50 | 87 | 82 | 80 | 77 | 79 | 77 | 77 | 83 |
| Total | 156 | 156 | 152 | 149 | 147 | 143 | 141 | 147 |

Source: CSSF | Infographie: Michèle Winandy

Vous aussi, vous pensez que la confiance est essentielle aux plus belles réussites ?

À LA BANQUE PRIVÉE,
NOUS DONNONS LE MEILLEUR POUR MÉRITER
VOTRE CONFIANCE CHAQUE JOUR

Pour la 3^e fois en 5 ans, BGL BNP Paribas reçoit le 1^{er} prix du classement Euromoney : « Best Private Bank au Luxembourg ». Une reconnaissance qui récompense la qualité des services et des conseils que nous vous apportons chaque jour.

BGL BNP Paribas meilleure banque privée au Luxembourg (Euromoney 2014)



BGL BNP PARIBAS
BANQUE PRIVÉE

La banque d'un monde qui change

bgl.lu/banqueprivée

Horrorszenarien sind nicht eingetreten

(Fortsetzung von Seite 7)

Ertragsbelastend wirkt auch wie in den Vorjahren der anhaltende Anstieg der sonstigen Verwaltungskosten, der 2013 mit 3,2 Prozent zu Buche schlägt. Trotz der in vielen Häusern durchgeführten Kostensenkungsmaßnahmen schlagen die Aufwendungen für die Umsetzung der Vielzahl an neuen Regularien wie EMIR, CRD IV oder AIFM in Form von Beratungs-, Projekt- oder IT-Kosten durch. Die überhand nehmenden neuen Regularien werden auch das Hauptthema 2014 sein: Die von Bundesbankpräsident Jens Weidmann und anderen Vertretern von Aufsichtsbehörden kürzlich getroffenen Aussagen, dass von Überregulierung keine Rede sein kann, können wohl nur die wenigsten Banken bestätigen, selbst für mittlere und größere Banken stellen die neuen Regeln teilweise eine nicht zu bewältigende Herausforderung dar. Gespannt sein darf man auch auf die Auswirkungen der von der EZB initiierten Asset Quality Reviews (AQR) sowie des anschließenden Stresstests, wo-



Beim Nettogewinn, den Eigenmitteln und dem Personal ist die BCEE unter den ersten drei. (FOTO: MARC WILWERT)

von sieben Luxemburger Banken direkt sowie eine Vielzahl indirekt durch ihre Mutterhäuser betroffen sind: Zum einen auf die hierdurch resultierenden Verwaltungskosten sowie zum anderen auf potentielle Kapitalmaßnahmen sowie strengere Bewertungsvorschriften.

Trotz des Rückgangs der operativen Erträge und den abermals gestiegenen Verwaltungsaufwendungen konnten die Luxemburger Banken ein Nettoergebnis auf dem Niveau des Vorjahres erzielen. Dies resultiert überwiegend aus positiven Bewertungsergebnissen als Folge gestiegener Kurse: So konnten die sonstigen Erträge um 859 Millionen Euro gesteigert werden. Die bereits vorliegenden Jahresabschlüsse ergeben, dass etwa 40 Prozent der Banken einen Anstieg beim Jahresergebnis verzeichnen konnten. Die höchsten Jahresergebnisse 2013 weisen die Société Générale Bank & Trust (312 Millionen Euro), Spuerkeess (208 Millionen Euro), Deutsche Bank Luxembourg (189 Millionen Euro), State Street Bank Luxembourg (181 Millionen Euro) und CACEIS Bank Luxembourg (171 Millionen Euro) aus.

Die Bilanzsumme liegt knapp über dem Niveau von 2004

Die Frage nach der Rückkehr zu alter operativer Ertragsstärke der Luxemburger Banken kann jedoch nicht lokal beantwortet werden, da hier unterschiedliche Interessen und Variablen einwirken. Ein wesentlicher Faktor ist hierbei die Tatsache, dass ein Großteil der Luxemburger Banken tief in Konzernstrukturen verwurzelt ist und die weitere Ausrichtung für die jeweilige Tochter in Luxemburg von der zukünftigen strategischen Ausrichtung des Mutterhauses abhängt.

Die gesamte Bilanzsumme aller Banken liegt mit 713 Milliarden Euro (minus drei Prozent) knapp

über dem Niveau von 2004 und 215 Milliarden Euro unter dem Höchststand aus 2008, eine Folge von Restrukturierungen und dem Abbau von Risikoaktiva. Hinsichtlich der Bilanzstruktur kam es 2013 zu keinen wesentlichen Veränderungen: Die Forderungen an Kreditinstitute sowie die Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten sind analog den Vorjahren knapp für die Hälfte der Bilanzsumme verantwortlich.

Die Kapitalausstattung der Luxemburger Banken hat sich im Vergleich zum Vorjahr deutlich verbessert. Der Solvabilitätskoeffizient sowie die Kernkapitalquote aller Luxemburger Banken erreichen mit 19,7 Prozent (17,7 Prozent) sowie 17,2 Prozent (15,5 Prozent) neue Höchststände. Dabei erreichen 77 Prozent der Banken einen Koeffizienten von über 15 bzw. 56 Prozent einen Koeffizienten von über 20 Prozent. Im europäischen Vergleich, auf Basis der Daten der EZB zum 30. Juni 2013, belegen die Luxemburger Banken den dritten Rang, was deutlich die Kapitalstärke untermauert.



Thomas Feld

Erstmals seit Jahren ist die Anzahl der Kreditinstitute nach Luxemburger Recht und die der Niederlassungen wieder gestiegen, im Vergleich zum Vorjahr hat sich die Anzahl um sechs auf 147 erhöht. In den ersten fünf Monaten 2014 kamen weitere vier neue Banken hinzu. Die im Vorjahr geäußerten Befürchtungen, dass bei kleineren Banken die Erträge nicht mehr ausreichen, um die steigenden Kosten zur Erfüllung immer höherer regulatorischer Auflagen zu decken und somit die Anzahl der Banken in Luxemburg weiter sinken wird, haben sich zumindest auf Jahresfrist nicht bestätigt.

Die Zahl der Banken wird wieder kleiner

Für die Zukunft ist jedoch davon auszugehen, dass sich die Zahl der Banken in Luxemburg weiter verkleinern wird. Mit dieser Entwicklung steht Luxemburg jedoch nicht allein da, so wird z. B. in der Schweiz damit gerechnet, dass von den aktuell 300 Banken nur ca. 200 auf lange Sicht überleben werden. Wie für die Luxemburger Banken gilt es auch für das Land, sich zu wandeln, um im Rahmen der fortschreitenden Harmonisierung in Europa nicht außen vor zu bleiben. Spiegeln die aktuellen Umfrageergebnisse im Rahmen des Luxembourg Business Compass einen gewissen Optimismus hinsichtlich der Entwicklung der Wirtschaft wider, sind jedoch die Probleme für die neue Regierung um Regierungschef Xavier Bettel seit Amtsantritt nicht weniger geworden. Aufgaben und Fragen wie das Festhalten am Index, die Finanzierung des Renten- bzw. Sozialversicherungssystems sowie der Erhalt der Wettbewerbsfähigkeit stehen nach wie vor ganz oben auf der Agenda. Insbesondere mit Blick auf die Renten zeichnen Studien ein gegensätzliches Bild: Weist Luxemburg derzeit eine der niedrigsten Verschuldungsquoten

in der EU auf, so kehrt sich dieses Bild unter Berücksichtigung der zukünftigen budgetierten Haushaltsdefizite komplett um, sodass Luxemburg noch hinter Ländern wie Griechenland, Italien, Spanien rangieren wird. Eine Rentenreform scheint somit unabdingbar.

Regulatorisches Umfeld hat sich verschlechtert

Die nachhaltige Wettbewerbsfähigkeit Luxemburgs ist ein zentrales Thema auf der Agenda der neuen Regierung. Hier lohnt sich ein Blick auf die aktuellen Umfragen unter den Unternehmensführern Luxemburgs im Rahmen des aktuellen Luxembourg Business Compass: So geben mehr als 50 Prozent der Befragten an, dass sich innerhalb der letzten beiden Jahre die Situation hinsichtlich Lohnkosten, regulatorischem Umfeld, steuerlichem Umfeld sowie administrativem Aufwand verschlechtert hat und somit negative Auswirkungen auf die Wettbewerbsfähigkeit Luxemburgs zur Folge hat. Insbesondere im steuerlichen Umfeld ist die Entwicklung negativ, die Besteuerung von internationalen Großkonzernen sowie die sogenannten Tax Rulings sind in den Fokus des (öffentlichen) Interesses gerückt. Auch wird derzeit auf EU-Ebene überprüft, ob die auch in Luxemburg angewandte teilweise Steuerbefreiung für Lizenzeinnahmen auf Patente zu den missbräuchlichen Steuerpraktiken gehört.

Der sich aus der Finanzkrise innerhalb Europas ergebende und notwendige Wandel ist auch in Luxemburg und seinem Finanzsektor in vollem Gange und wird noch einige Jahre in Anspruch nehmen. Die Politik und die Akteure der Finanzbranche müssen erkennen, dass die in der Vergangenheit erreichten Wachstumsraten bzw. Gewinnspannen nicht mehr erzielt werden können, und die entsprechenden Schlüsse für zukünftige Reformen bzw. Strategien ziehen. Gelingt dies, so kann Luxemburg auch weiterhin eine zentrale Rolle auf der Landkarte der Finanzzentren einnehmen.

* Thomas Feld ist Partner und Marco Weber ist Senior Manager bei KPMG Luxembourg.



Marco Weber

Nombre de banques par pays d'origine

| Pays | Nombre | |
|-----------------------|-----------|------------|
| | Déc. 2008 | Avril 2014 |
| Allemagne | 43 | 36 |
| Belgique / Luxembourg | 21 | |
| Belgique | | 7 |
| Luxembourg | | 5 |
| France | 14 | 15 |
| Suisse | 12 | 12 |
| Italie | 11 | 10 |
| Suède | 7 | 7 |
| Royaume-Uni | 6 | 9 |
| Etats-Unis | 5 | 6 |
| Japon | 5 | 5 |
| Chine | 4 | 6 |
| Pays-Bas | 4 | 3 |
| Brésil | 3 | 6 |
| Israël | 3 | 3 |
| Portugal | 3 | 2 |
| Danemark | 2 | 1 |
| Islande | 2 | |
| Espagne | | 3 |
| Qatar | | 3 |
| Andorre | 2 | |
| Canada | 2 | |
| Norvège | 2 | |
| Portugal | 2 | |
| Russie | 2 | |
| Danemark | 1 | |
| Autres | 7 | 5 |
| TOTAL | 152 | 152 |

Source: CSSF | Infographie: Michèle Winandy

Impôts -
Taxes - Steuern

| | en millions de EUR | 2013 | 2012 | % |
|-----|--|---------|---------|---------|
| 1 | Société Générale Bank & Trust | 31,648 | 14,208 | 122,75 |
| 2 | Commerzbank International S.A. | 3,023 | 2,170 | 39,31 |
| 3 | Bank of China (Luxembourg) S.A. | 2,807 | 0,884 | 217,73 |
| 4 | Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | 1,910 | 1,528 | 24,98 |
| 5 | VP Bank (Luxembourg) S.A. | 0,666 | -1,271 | -152,42 |
| 6 | Clearstream Banking S.A. | 0,653 | -26,982 | -102,42 |
| 7 | Dexia LdG Banque S.A. | 0,337 | -0,345 | -197,56 |
| 8 | China Construction Bank (Europe) S.A. | 0,000 | | |
| 9 | HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A. | 0,000 | -7,129 | -100,00 |
| 10 | LBBW Luxembourg S.A. | 0,000 | 0,000 | |
| 11 | NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A. | -0,004 | -0,109 | -96,33 |
| 12 | Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | -0,010 | -0,018 | -46,67 |
| 13 | GPB International S.A. | -0,016 | | |
| 14 | Svenska Handelsbanken S.A. | -0,029 | -0,390 | -92,56 |
| 15 | Fortuna Banque s.c. | -0,040 | -0,196 | -79,76 |
| 16 | La Française AM Private Bank | -0,040 | -0,042 | -4,62 |
| 17 | Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | -0,093 | -0,150 | -37,79 |
| 18 | BHF-BANK International | -0,115 | 0,379 | -130,25 |
| 19 | TD Bank International S.A. | -0,134 | -0,130 | 3,28 |
| 20 | Banque de Patrimoines Privés | -0,147 | -0,104 | 41,84 |
| 21 | BSI Luxembourg S.A. | -0,150 | -1,016 | -85,24 |
| 22 | The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | -0,162 | -1,113 | -85,42 |
| 23 | Frankfurter Volksbank International S.A. | -0,199 | -0,335 | -40,75 |
| 24 | Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | -0,250 | -0,522 | -52,07 |
| 25 | Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | -0,281 | -0,139 | 102,16 |
| 26 | HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. | -0,290 | -0,093 | 211,57 |
| 27 | RBS Global Banking (Luxembourg) S.A. | -0,310 | -0,276 | 12,15 |
| 28 | Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | -0,310 | -0,135 | 129,93 |
| 29 | HSB Nordbank Securities S.A. | -0,318 | 0,000 | |
| 30 | Andbank Luxembourg | -0,330 | -0,400 | -17,42 |
| 31 | Comèr Banque (Luxembourg) S.A. | -0,349 | -0,422 | -17,42 |
| 32 | Argentabank Luxembourg S.A. | -0,371 | -0,629 | -41,04 |
| 33 | Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | -0,441 | -0,444 | -0,68 |
| 34 | Banque BCP S.A. | -0,476 | -0,787 | -39,50 |
| 35 | Freie Internationale Sparkasse S.A. | -0,520 | -0,462 | 12,60 |
| 36 | Keytrade Bank Luxembourg S.A. | -0,534 | -0,628 | -14,86 |
| 37 | Banque Havilland S.A. | -0,599 | -0,506 | 18,44 |
| 38 | EFG Bank (Luxembourg) S.A. | -0,687 | 2,376 | -128,93 |
| 39 | Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | -0,692 | -1,127 | -38,57 |
| 40 | Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | -0,714 | -0,198 | 261,16 |
| 41 | DNB Luxembourg S.A. | -0,720 | -0,773 | -6,80 |
| 42 | Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | -0,774 | -1,206 | -35,80 |
| 43 | Banque Safra-Luxembourg S.A. | -0,852 | -0,602 | 41,50 |
| 44 | Banco Itaú Europa Luxembourg S.A. | -0,855 | -5,438 | -84,28 |
| 45 | Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | -1,020 | -0,643 | 58,63 |
| 46 | SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | -1,134 | -1,333 | -14,96 |
| 47 | UBI Banca International S.A. | -1,287 | -4,142 | -68,94 |
| 48 | Banco Popolare Luxembourg S.A. | -1,362 | -0,825 | 64,96 |
| 49 | Natixis Bank | -1,399 | -2,147 | -34,82 |
| 50 | M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | -1,522 | -2,549 | -40,28 |
| 51 | Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | -1,591 | -0,742 | 114,42 |
| 52 | Banque Puilaetco Dewaay Luxembourg S.A. | -1,698 | -1,596 | 6,35 |
| 53 | Banque Carnegie Luxembourg S.A. | -1,715 | -1,652 | 3,80 |
| 54 | UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | -2,085 | -1,996 | 4,50 |
| 55 | Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | -2,235 | -1,394 | 60,28 |
| 56 | Banque LBLux S.A. | -2,390 | -6,944 | -65,58 |
| 57 | ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | -2,636 | -3,309 | -20,34 |
| 58 | Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | -2,677 | -1,690 | 58,42 |
| 59 | East West United Bank S.A. | -2,997 | -2,553 | 17,39 |
| 60 | Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | -3,007 | -4,591 | -34,49 |
| 61 | Banco Bradesco Europa S.A. | -3,149 | -2,418 | 30,23 |
| 62 | HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. | -3,521 | -1,207 | 191,69 |
| 63 | MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | -3,623 | -6,797 | -46,69 |
| 64 | Creдем International (Lux) | -3,667 | -4,463 | -17,83 |
| 65 | Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | -4,131 | -4,476 | -7,70 |
| 66 | Delen Private Bank Luxembourg S.A. | -4,316 | -3,383 | 27,59 |
| 67 | PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A. | -4,540 | -2,530 | 79,46 |
| 68 | DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | -5,000 | -1,416 | 253,03 |
| 69 | Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | -5,416 | -8,936 | -39,39 |
| 70 | ING LUXEMBOURG S.A. | -5,519 | -8,980 | -38,54 |
| 71 | Danske Bank International S.A. | -5,900 | -4,666 | 26,45 |
| 72 | Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | -6,335 | -6,328 | 0,11 |
| 73 | UBS (Luxembourg) S.A. | -6,699 | -9,025 | -25,77 |
| 74 | Deutsche Postbank International S.A. | -7,292 | -5,244 | 39,04 |
| 75 | Banque Raiffeisen | -7,494 | -4,833 | 55,07 |
| 76 | Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | -7,538 | -7,633 | -1,23 |
| 77 | Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | -8,246 | -7,033 | 17,26 |
| 78 | Banque Degroof Luxembourg S.A. | -8,612 | -9,872 | -12,76 |
| 79 | State Street Bank Luxembourg S.A. | -8,720 | -6,441 | 35,40 |
| 80 | Avanzia Bank S.A. | -8,782 | -5,282 | 66,26 |
| 81 | Landesbank Berlin International S.A. | -8,825 | -1,333 | 562,28 |
| 82 | Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | -10,016 | -1,129 | 787,18 |
| 83 | Pictet & Cie (Europe) S.A. | -10,278 | -9,482 | 8,39 |
| 84 | RBC Investor Services Bank S.A. | -11,377 | 9,653 | -217,86 |
| 85 | John Deere Bank S.A. | -12,187 | -11,321 | 7,65 |
| 86 | KBL European Private Bankers S.A. | -12,511 | -1,907 | 556,06 |
| 87 | Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | -14,251 | -9,540 | 49,39 |
| 88 | Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | -14,288 | -11,049 | 29,32 |
| 89 | Crédit Agricole Luxembourg | -15,703 | -17,996 | -12,74 |
| 90 | DZ PRIVATBANK S.A. | -16,129 | -1,476 | 992,87 |
| 91 | Banque de Luxembourg S.A. | -21,549 | -17,116 | 25,90 |
| 92 | Nordea Bank S.A. | -22,435 | -6,977 | 221,56 |
| 93 | Banque Internationale à Luxembourg | -24,494 | -12,831 | 90,90 |
| 94 | Hypothesenbank Frankfurt International S.A. | -44,052 | -7,958 | 453,56 |
| 95 | UniCredit Luxembourg S.A. | -47,322 | -61,228 | -22,71 |
| 96 | Deutsche Bank Luxembourg S.A. | -48,507 | -43,248 | 12,16 |
| 97 | BGL BNP Paribas | -50,887 | -46,400 | 9,67 |
| 98 | CACEIS Bank Luxembourg | -56,951 | -66,041 | -13,76 |
| 99 | Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg | -57,064 | -24,817 | 129,94 |
| 100 | Lombard Odier (Europe) S.A. | | 0,350 | -100,00 |
| 101 | ABLV Bank Luxembourg S.A. | | 0,072 | -100,00 |
| 102 | Société Générale LDG | | 0,000 | |
| 103 | Banque Öhman S.A. | | -0,031 | -100,00 |
| 104 | Catella Bank S.A. | | -0,193 | -100,00 |
| 105 | J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | | -25,041 | -100,00 |
| 106 | BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | | | |
| 107 | Société Européenne de Banque S.A. | | | |
| 108 | Société Générale Financing and Distribution | | | |
| 109 | Société Nationale de Crédit et d'Investissement | | | |

Chiffres clés des banques 2013

Éléments d'explication pour la bonne lecture des tableaux

Comme pour les années précédentes, le listing avec les chiffres clés des banques est le fruit d'une saisie manuelle de données, sur base des comptes annuels de chaque banque, tels qu'approuvés par le réviseur externe.

Prière de noter que, malgré tous les efforts et soins investis, et malgré un double contrôle de ces saisies manuelles, la rédaction économie et finance du «Luxemburger Wort» ne peut pas garantir l'absence d'erreurs de saisie dans ces chiffres.

Vu l'absence d'un schéma de publication uniforme sous IFRS, il y a souvent plusieurs possibilités de saisir les données des banques publiant sous IFRS dans le schéma du spreadsheet en annexe. Nous avons pris soin d'appliquer, dans la limite du possible, la même logique à tous les chiffres issus d'un schéma IFRS.

Afin de bien interpréter les données fournies, surtout lorsqu'on y compare les chiffres de banques qui ont établi leurs comptes suivant des référentiels comptables différents (soit Lux-GAAP, soit IFRS), voici encore quelques re-

marques concernant certaines des rubriques:

Somme de bilan

Contrairement à Lux-GAAP, les comptes établis sous IFRS renseignent les dérivés à la fair value (valeur de marché). En plus, en vertu du renseignement brut des actifs et passifs d'impôts (y compris des impôts différés), une somme de bilan sous IFRS est généralement plus élevée que si elle avait été établie sous Lux-GAAP. Un effet contraire se produit pour les actifs disponibles à la vente («available for sale» - AFS), où l'on trouvera sous IFRS le cours actuel du marché (éventuellement moins élevé) alors que sous Lux-GAAP ces mêmes actifs seraient éventuellement évalués au coût historique (plus élevé). Ces deux effets peuvent impacter la comparaison entre les chiffres 2012 et 2013 pour une même banque, si celle-ci a changé de référentiel comptable entre ces deux clôtures.

Dettes envers la clientèle

Pour certaines banques sous IFRS ce chiffre n'est pas disponible, étant donné que le schéma de publication des comptes (non uni-

formisé) peut être aligné sur le schéma de reporting prudentiel Finrep (harmonisé au niveau européen) qui a une optique «portefeuilles» plutôt que «contreparties»

Dettes représentées par un titre

Idem.

Provisions pour impôts

Pour les banques IFRS il s'agit d'un montant net (i.e. la somme des impôts courants et différés, à la fois actifs et passifs). Un montant négatif représente ainsi un surplus d'actifs d'impôts (courants et différés).

Correction de valeur nettes

Un montant négatif correspond à une charge nette (dotations > reprises) alors qu'un montant positif représente un produit net (i.e. reprises > dotations)

Impôts

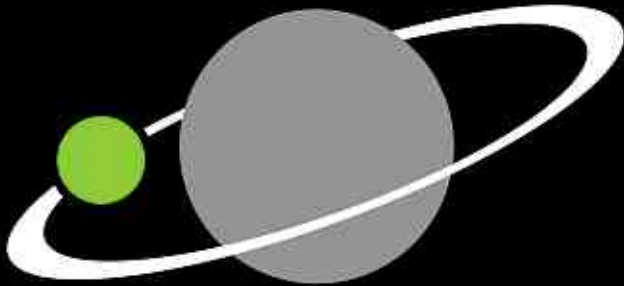
Ce poste du compte de pertes et profits peut, sous IFRS, représenter un produit. Un tel produit est renseigné comme valeur positive au niveau du tableau.

Personnel

Les chiffres relatifs au personnel employé sont ceux au 31/12/2013 pour chaque banque.

Source des informations:

CSSF, recherches de la rédaction du «Luxemburger Wort» et rapport de la CSSF



Our clients get 360° attention

Deloitte Luxembourg's app is



© 2014. For information, contact Deloitte Touche Tohmatsu Limited.

Deloitte.

Entretien avec Yves Maas, président de l'Association des banques et banquiers, Luxembourg

«Un impact positif sur la sécurité du système bancaire»

La mise en place progressive de l'union bancaire dans la zone euro

débute en janvier prochain et continuera pendant une dizaine d'années

INTERVIEW: LINDA CORTEY

L'Union bancaire européenne deviendra effective à la fin de l'année avec l'entrée en vigueur du mécanisme unique de supervision bancaire (SSM). A terme, les grandes banques de la zone euro seront contrôlées par la Banque centrale européenne et le risque de faillite sera pris en charge par les banques et leurs actionnaires et non par les Etats et les contribuables. Yves Maas, président de l'ABBL, revient sur les enjeux de l'union bancaire pour la place luxembourgeoise.

■ Avant la mise en place de la supervision bancaire en novembre prochain, les grandes banques européennes participent à une vaste revue d'actifs puis à un test de résistance. Environ 70 banques actives au Luxembourg sont concernées. Qu'est-ce que cela représente pour la place financière

Les quelque 70 banques luxembourgeoises concernées sont six banques ayant leur siège social au Luxembourg et dont l'actif consolidé dépasse 30 milliards d'euros ou 20 % du PIB luxembourgeois (plus ou moins huit milliards d'euros), ainsi que les filiales luxembourgeoises de groupes bancaires significatifs dont le siège social se trouve à l'étranger. La revue de la qualité des actifs des banques (Asset Quality Review, ou AQR) qui se déroule actuellement, est un exercice très détaillé qui exige des banques concernées une charge de travail conséquente. Il s'agit d'un audit approfondi de la valorisation des actifs bancaires (par exemple des portefeuilles de crédit aux entreprises ou aux particuliers), des garanties reçues et des niveaux de provisions pour créances douteuses. D'un point de vue pratique, les superviseurs nationaux n'effectuent pas ces travaux eux-mêmes, mais les délèguent à des cabinets de consultants spécialisés (les «big four» notamment). Les conclusions de l'AQR seront intégrées dans les résultats du stress test. Ce stress test est effectué par l'EBA (Autorité bancaire européenne) en coopération avec la BCE. L'objectif ici est de mesurer la résistance des banques à des scénarios de crise assez sévères se traduisant entre autres par des décaissements sur la dette souveraine, une augmentation généralisée du risque de crédit, l'augmentation du coût de refinancement des banques, etc.

■ Quelles conséquences pour les banques si le stress test montre des lacunes?

Les banques devront couvrir d'éventuels déficits de fonds propres dans un délai de six à neuf mois à compter de la publication des résultats de l'évaluation complète. Les modalités de couverture de ces insuffisances de fonds propres peuvent consister en une augmentation de capital, la vente de certains ac-

tifs, etc. Les banques qui ne seront pas en mesure de ramener leur niveau de fonds propres au minimum requis devront alors être restructurées ou mise en liquidation.

Eu égard à la forte capitalisation des banques luxembourgeoises et au faible niveau de risque de leurs activités, nous ne pensons pas que l'évaluation complète mette en évidence de problème majeur, ce qui ne sera pas nécessairement le cas dans d'autres juridictions.

■ Jugez-vous ces démarches nécessaires pour la mise en place du SSM?

Cet exercice est indispensable en vue de rétablir la confiance dans le système bancaire européen, condition nécessaire à la sortie de crise. Il permettra une bonne fois pour toutes d'identifier et de restructurer les banques problématiques, un processus qui a été trop longtemps retardé. Notons cependant que l'évaluation complète occasionnera pour les banques luxembourgeoises des coûts non négligeables, qui se chiffreront en plusieurs millions d'euros.

■ La supervision bancaire va profondément changer cette année. Quel impact cela aura-t-il sur le fonctionnement des banques au Luxembourg et leurs relations avec la CSSF?

La BCE surveillera directement les quelque 70 banques significatives à Luxembourg. Pour elles, le décideur ultime sera la BCE, via le Supervisory Board (Conseil de surveillance prudentielle), et non plus la CSSF directement. Des décisions stratégiques pour les banques luxembourgeoises seront prises à l'avenir par la BCE, comme l'agrément des nouvelles banques ou l'exemption de la limite des grands risques intra-groupe. Sur le terrain, des équipes mixtes composées de superviseurs nationaux et de superviseurs issus de la BCE seront mises en place. Néanmoins, la CSSF pourra conserver une influence dans les prises de décision en tant que membre des équipes de supervision. Pour ce faire, nous encourageons la CSSF à conserver son approche proactive, et à assigner du personnel expérimenté aux équipes mixtes de supervision.

Pour les banques non significatives, soit à Luxembourg environ 80, la surveillance de la BCE sera indi-

«Le grand mérite du SSM est de transférer les responsabilités à une institution européenne indépendante, dotée de moyens appropriés».



Le président de l'ABBL, Yves Maas, souligne les bienfaits de la future union bancaire qui doit «renforcer la stabilité financière et la confiance dans le secteur financier».

(PHOTO: ANOUK ANTONY)

recte. La CSSF conserve un pouvoir de décision, mais doit reporter à la BCE toute décision «matérielle». Le concept de décision matérielle n'est pas précisé dans les textes: il le sera au fur et à mesure de la mise en place du SSM. De manière générale, la supervision bancaire sera plus intrusive que par le passé, et les banques luxembourgeoises devront s'adapter à ce nouveau cadre.

■ Quel impact la mise en place du mécanisme de surveillance unique (SSM) aura sur la sécurité du système bancaire dans son ensemble?

L'ABBL estime que le SSM aura globalement un impact positif sur la sécurité du système bancaire. Le grand mérite du SSM est de transférer les responsabilités à une institution européenne indépendante, dotée de moyens appropriés (un millier de contrôleurs sont en cours de recrutement à Francfort) et du poids suffisant pour imposer des décisions douloureuses. Ceci permettra d'éviter toute interférence des autorités politiques dans la conduite de la supervision. De plus, la BCE

aura une vue d'ensemble centralisée de la situation des groupes bancaires transfrontaliers. Ceci est un progrès considérable car, précédemment, l'échange d'informations entre les superviseurs nationaux membre d'un collège de supervision n'a pas toujours été optimal.

■ Le SSM n'est que le premier volet de l'union bancaire. Le second, adopté en avril par le Parlement européen, prévoit un mécanisme de résolution unique avec un fonds de résolution bancaire de 55 milliards d'euros mis en place sur huit ans. Quel sera l'impact pour les banques luxembourgeoises?

La contribution des banques de la zone euro est constituée d'une contribution forfaitaire, qui est ensuite ajustée en fonction du risque spécifique à la banque contributrice. Il est aujourd'hui difficile de chiffrer avec exactitude le montant de la contribution des banques luxembourgeoises au fonds de résolution unique, car le mode de calcul de la contribution forfaitaire et de son ajustement au risque restent encore

à préciser via des mesures législatives. Ces mesures seront élaborées dans les prochains mois par la Commission européenne et le Conseil: indépendamment du mode de calcul final, l'impact sur les banques luxembourgeoises sera sans nul doute significatif, de l'ordre de plusieurs centaines de millions d'Euro.

■ Concernant la résolution bancaire, comment s'appliquera le mécanisme de renflouement interne (bail-in)?

Le système de renflouement interne (bail-in) garantit que les contribuables ne seront plus sollicités à l'avenir pour supporter les pertes d'une banque en difficulté. Lors d'un bail-in, les créanciers, selon une hiérarchie prédéfinie, abandonnent une partie ou l'ensemble de leurs avoirs pour garder la banque à flot. Les actionnaires et les créanciers obligataires seront ainsi les premiers à supporter les pertes. Les dépôts clientèles non garantis par un système de garantie des dépôts (dépôts de plus de 100.000 euros) seraient touchés en dernier lieu. Les dépôts clientèles garantis par un sys-

tème de garantie des dépôts (dépôts jusqu'à 100.000 euros) sont exclus du bail-in. Si nécessaire, le système de garantie des dépôts contribuera au bail-in à leur place. Par ailleurs, certains autres créanciers sont exclus du bail-in: les porteurs d'obligations sécurisées (covered bonds), les créances de l'administration sociale ou fiscale, les passifs interbancaires d'une échéance initiale inférieure à sept jours, etc. Ce système s'appliquera à partir du 1er janvier 2016.

■ Jugez-vous ce système cohérent?

Le principe du bail-in nous paraît cohérent: il est en effet logique de faire supporter en premier lieu aux actionnaires et aux créanciers non privilégiés le risque de défaillance d'une banque, tout en protégeant les déposants les plus vulnérables. Le bail-in aura néanmoins des conséquences importantes sur le coût et la structure de refinancement à moyen et long terme des banques.

■ Le troisième volet comprend un mécanisme de garantie des dépôts. Comment sera-t-il mis en place au Luxembourg?

«Le futur système de garantie des dépôts sera plus coûteux pour les banques. Au Luxembourg cela représente une contribution annuelle de 24 millions d'euros.»

La directive sur les systèmes de garantie des dépôts harmonise le niveau de protection des déposants dans l'Union européenne. Les clients garantis sont les personnes physiques et les entreprises. La garantie concerne les sommes jusqu'à 100.000 euros. Le délai de remboursement des déposants est de 20 jours ouvrables et devra passer à sept jours ouvrables au plus tard à partir du 1er janvier 2024. Le financement d'un fonds national de garantie se fera sur une base ex ante, par les contributions des banques membres du système de garantie. Il servira en premier lieu à rembourser les déposants, et accessoirement à contribuer aux frais de résolution d'une banque à la place des déposants garantis, via le bail-in par exemple.

Il est clair que le futur système de garantie des dépôts sera plus coûteux pour les banques. Ainsi, le fonds national de garantie devra atteindre, endéans dix ans, un montant équivalent à 0,8 % du total des dépôts garantis au Luxembourg. Se-

lon nos estimations, cela représente un minimum de 240 millions d'euros, soit une contribution annuelle de 24 millions d'euros. Dans le cas où ce financement ex ante s'avérerait insuffisant pour indemniser les déposants, alors des appels de fonds ex post seraient nécessaires. Ces coûts additionnels ont cependant été anticipés par les autorités: au 31 décembre 2013, les banques luxembourgeoises ont ainsi provisionné sur instruction de la CSSF un montant de 686 millions d'euros au titre de la garantie des dépôts, représentant plus de 2 % du montant total des dépôts garantis.

■ Cela remplacera-t-il l'AGDL (Association pour la garantie des dépôts Luxembourg)?

La mise en place de cette directive nécessitera une réforme profonde

de l'AGDL qui, je tiens à le souligner, a parfaitement rempli son rôle durant les années de crise que nous avons traversées. Ainsi, l'AGDL est financé sur une base ex post, à savoir que les contributions destinées à rembourser les déposants victimes d'une faillite bancaire sont levées auprès des membres après la survenance de cette faillite. A l'avenir, la gestion du fonds national de garantie nécessitera la mise en place de structures de front et de back-office, dont l'AGDL n'est pas en mesure de se doter.

Il existe un consensus entre les autorités luxembourgeoises et les représentants de l'industrie bancaire (l'ABBL et l'AGDL) pour doter le pays d'un système de garantie crédible et robuste. Nous pensons que l'AGDL devrait ainsi être transformé en un établissement public, administré conjointement par les

autorités luxembourgeoises et par les représentants de l'industrie. Dans ce contexte, nous nous tenons à la disposition des autorités afin de démarrer les travaux de transposition de la directive, qui devront être achevés pour le 30 juin 2015.

■ Appréciez-vous cette future union bancaire?

Oui. Car même encore imparfaite, l'union bancaire renforcera la stabilité financière et la confiance dans le secteur financier: ces bénéfices sont indispensables à une place financière comme la nôtre ancrée au cœur de la zone euro. En contrepartie, nous devons nous résoudre à des transferts de souveraineté vers des autorités européennes. Nous y sommes favorables, à condition que le Luxembourg soit équitablement représenté au sein de ces instances,

qui doivent rester indépendantes de toute intervention politique. Nous devons également veiller à ce que le secteur bancaire luxembourgeois ou, ultimement, les contribuables, ne doivent supporter les conséquences financières de mauvaises décisions qui auront été prises par ces nouvelles autorités européennes.

Le SSM est un élément clé en termes de contrôle prudentiel et d'identification, à un stade précoce, des problèmes d'une banque: à cet égard, les pouvoirs étendus de la BCE devraient permettre de prévenir les crises bancaires. Nous attendons également de la BCE une approche favorisant la libre circulation des capitaux au sein des groupes bancaires opérant dans l'espace SSM: ce point est crucial pour les banques luxembourgeoises qui prêtent à leur groupe leurs excédents de liquidité.



| en millions de EUR | | | | | | | | | | | | | en millions de EUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|--|--------------|---------|---|-----------|---|-----------|--|----------|--|--------|--|--------------------|---|----------|---|---------|----------------------------|--------|---|--------|---|--------|--|--------|---|--------|--|---------|---|-------|
| | | Référentiel* | | Somme de bilan nette Total assets/liabilities Bilanzsumme | | Dettes envers la clientèle Amounts owed to customers Verbindlichkeiten gegenüber Kunden | | Dettes représentées par un titre Debts evidenced by certificates Verbriefted Verbindlichkeiten | | Provisions Provisions Rückstellungen | | Provisions pour impôts Provisions for taxes Steuerrückstellungen | | Fonds propres Own funds Eigenmittel | | Corrections de valeur nettes Net impairment Value adjustments Abschreibungen und Wertberichtigungen | | Impôts Taxes Steuern | | Résultat net sur intérêts et produits assimilés Net interest income Netto-Zinsertrag | | Revenus sur valeurs mobilières Income from transferable securities Erträge aus Wertpapieren | | Résultat net sur commissions Net fee and commission income Netto-Provisionsertrag | | Résultat net provenant d'opérations financières Net profit on financial operations Nettoergebnis auf Finanzgeschäften | | Résultat net Profit for the financial year Ergebnis des Geschäftsjahres | | Total personnel engagé (exprimé en unités) Personnel (number) Personalbestand (Anzahl) | |
| | Nom actuel de la banque | | | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| 1 | Deutsche Bank Luxembourg S.A. | LG | LG | 89.244,85 | 85.329,39 | 13.250,86 | 9.308,23 | 329,69 | 335,64 | 338,78 | 375,96 | 111,69 | 56,07 | 4.750,26 | 4.643,36 | -40,31 | 13,60 | -48,51 | -43,25 | 364,96 | 338,86 | 54,77 | 66,75 | 1,08 | -31,78 | 6,12 | 4,73 | 189,34 | 251,04 | 299 | 306 |
| 2 | Société Générale Bank & Trust | | LG | 41.877,12 | 42.383,17 | 12.933,62 | 11.799,29 | 969,62 | 1.029,34 | 103,18 | 81,39 | 52,35 | 56,23 | 2.476,97 | 2.267,22 | -146,63 | -1,47 | 31,65 | 14,21 | 241,55 | 328,72 | 214,99 | 186,34 | 168,70 | 169,58 | 41,10 | -37,23 | 311,82 | 433,02 | 829 | 841 |
| 3 | CACEIS Bank Luxembourg | LG | LG | 41.424,12 | 47.649,43 | 15.599,62 | 16.540,65 | | | 39,83 | 38,86 | 34,89 | 33,77 | 625,15 | 414,46 | 10,12 | -8,91 | -56,95 | -66,04 | 173,66 | 221,98 | 121,35 | 153,32 | 113,55 | 120,47 | 40,15 | 33,52 | 171,00 | 208,08 | 838 | 848 |
| 4 | Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg | LG OIAS | LG OIAS | 40.663,61 | 40.479,96 | 25.112,51 | 24.515,32 | 5.177,83 | 7.385,93 | 440,55 | 417,31 | 18,05 | 7,14 | 3.097,80 | 2.803,38 | -38,07 | -25,97 | -57,06 | -24,82 | 390,86 | 439,74 | 61,03 | 57,75 | 90,05 | 83,10 | 56,43 | -20,05 | 208,40 | 198,15 | 1.797 | 1.787 |
| 5 | BGL BNP Paribas | LG OIAS | LG OIAS | 31.244,88 | 32.858,00 | 18.998,53 | 19.034,00 | 2.064,69 | 3.491,00 | 293,38 | 250,00 | 44,80 | 40,30 | 5.481,71 | 5.481,60 | -70,52 | -124,2 | -50,89 | -46,40 | 548,36 | 532,00 | 55,55 | 53,00 | 179,88 | 168,30 | 35,18 | 108,80 | 146,30 | 191,30 | 2.792 | 2.798 |
| 6 | Banque Internationale à Luxembourg | FIAS | FIAS | 19.495,84 | 21.305,71 | 12.247,43 | 11.282,76 | 888,63 | 619,23 | 65,40 | 56,73 | 0,77 | 16,47 | 859,34 | 877,06 | -22,45 | -17,90 | -24,49 | -12,83 | 234,98 | 223,82 | 5,70 | 23,60 | 142,68 | 138,78 | | | 167,86 | 30,67 | 1.868 | 1.899 |
| 7 | UniCredit Luxembourg S.A. | FIAS | FIAS | 17.347,74 | 19.319,41 | 2.322,34 | 2.518,96 | 550,99 | 575,81 | 8,38 | 9,38 | 54,6 | 48,13 | 1.315,93 | 1.309,51 | -4,76 | -8,02 | -47,32 | -61,23 | 151,31 | 204,17 | | | 16,97 | 41,39 | 8,23 | 1,13 | 129,14 | 180,89 | 186 | 184 |
| 8 | Hypothesenbank Frankfurt International S.A. | FIAS | FIAS | 16.680,94 | 20.470,74 | 439,15 | 506,94 | 6.726,05 | 9.110,00 | 8,45 | 6,32 | 10,87 | 8,70 | 181,52 | 135,97 | | | -44,05 | -7,96 | 46,29 | 61,22 | | | -0,60 | -0,74 | -85,39 | -98,16 | -53,88 | -30,05 | 19 | 31 |
| 9 | Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | FIAS | FIAS | 15.056,3 | 15.424,00 | 2.112,70 | 1.554,50 | 927,30 | 1.249,7 | 31,90 | 22,60 | 10,0 | -5,10 | 699,40 | 674,50 | -33,66 | -18,25 | -5,42 | -8,94 | 90,50 | 108,83 | | | -11,10 | -1,56 | 29,96 | 1,23 | 26,96 | 34,38 | 229 | 224 |
| 10 | Société Européenne de Banque S.A. | FIAS | FIAS | 14.645,77 | 13.997,41 | 4.071,22 | 3.346,76 | 7.906,28 | 7.453,42 | 1,27 | 1,39 | | | 1.240,27 | 1.178,38 | -1,66 | -9,37 | | | 162,88 | 155,42 | 2,67 | 2,07 | 17,65 | 24,81 | 15,04 | 4,78 | 166,22 | 133,51 | 166 | 202 |
| 11 | DZ PRIVATBANK S.A. | LG | LG | 13.765,66 | 15.941,77 | 5.781,56 | 5.907,93 | 3.353,26 | 4.510,43 | 53,55 | 42,83 | 28,84 | 11,05 | 739,67 | 723,05 | -1,95 | -17,87 | -16,13 | -1,48 | 91,96 | 114,08 | 3,29 | 3,80 | 135,27 | 127,82 | 17,91 | 21,61 | 45,04 | 45,61 | 810 | 781 |
| 12 | Banque de Luxembourg S.A. | LG | LG | 12.844,94 | 13.719,54 | 10.241,73 | 10.420,37 | 3,84 | 5,19 | 94,14 | 75,04 | 10,31 | 3,92 | 637,32 | 610,19 | -13,28 | -30,65 | -21,55 | -17,12 | 88,42 | 111,68 | 38,61 | 14,13 | 126,12 | 116,14 | 3,73 | -1,98 | 68,51 | 62,87 | 744 | 749 |
| 13 | ING LUXEMBOURG S.A. | LG | LG | 12.388,53 | 12.137,16 | 9.891,08 | 8.988,16 | 1,09 | 1,59 | 67,49 | 67,5 | 9,02 | 10,19 | | 1.421,37 | 14,64 | 11,90 | -5,52 | -8,98 | 163,38 | 195,36 | 3,79 | 4,15 | 65,65 | 65,19 | -29,82 | -15,40 | 120,43 | 143,76 | 791 | 793 |
| 14 | RBC Investor Services Bank S.A. | FIAS | FIAS | 12.117,18 | 11.691,50 | 9.275,34 | 9.312,01 | 0,00 | 0,00 | 25,29 | 13,04 | -9,18 | -1,40 | 841,31 | 815,61 | 10,44 | -2,82 | -11,38 | 9,65 | 38,87 | 30,22 | 0,84 | 1,58 | 191,38 | 142,35 | 86,42 | 14,80 | 25,71 | -26,99 | 1.472 | 1.626 |
| 15 | Clearstream Banking S.A. | LG OIAS | LG OIAS | 11.246,78 | 14.279,9 | 796,70 | 1.138,80 | 194,10 | 208,33 | 133,17 | 17,79 | 49,13 | 50,01 | 675,62 | 533,93 | | | 0,65 | -26,98 | 26,14 | 26,00 | | | 356,05 | 349,56 | 0,08 | 0,92 | 19,09 | 125,04 | 322 | 319 |
| 16 | Deutsche Postbank International S.A. | LG | LG | 10.583,49 | 12.949,98 | 1.737,94 | 3.731,50 | 0,00 | 0,00 | 33,76 | 33,01 | 8,42 | 9,16 | 851,11 | 841,86 | 32,52 | -41,55 | -7,29 | -5,24 | 81,34 | 93,77 | 0,01 | 8,76 | 11,84 | 15,00 | 1,22 | 6,96 | 79,57 | 85,11 | 145 | 161 |
| 17 | UBS (Luxembourg) S.A. | LG | LG | 9.890,64 | 9.319,17 | 8.176,19 | 7.062,14 | 436,06 | 454,98 | 9,93 | 4,27 | 0,55 | 0,12 | 499,85 | 546,84 | 2,91 | 0,38 | -6,70 | -9,02 | 17,92 | 20,43 | 0,00 | 0,00 | 123,85 | 116,64 | 9,38 | 14,98 | 40,32 | 56,73 | 438 | 421 |
| 18 | State Street Bank Luxembourg S.A. | LG | LG | 8.741,46 | 7.541,43 | 5.570,04 | 4.337,57 | | | 6,67 | 6,14 | 20,51 | 20,49 | 2.639,08 | 2.523,78 | 0,18 | 1,09 | -8,72 | -6,44 | 134,99 | 132,82 | | | 211,10 | 180,77 | -0,87 | -0,22 | 180,94 | 153,83 | 715 | 708 |
| 19 | KBL European Private Bankers S.A. | FIAS | FIAS | 8.413,00 | 8.212,00 | | | | | 6,00 | 7,00 | -15,00 | -24,00 | 1.132,00 | 1.123,00 | -28,16 | -197,15 | -12,51 | -1,91 | 53,28 | 56,80 | 19,35 | 25,62 | 87,53 | 84,61 | 62,96 | -31,27 | 35,23 | -305,77 | 951 | 979 |
| 20 | DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | LG | LG | 7.644,82 | 9.376,44 | 4.226,65 | 5.772,97 | 0,00 | 0,00 | 19,48 | 18,96 | 0,47 | 0,45 | 423,82 | 423,82 | 0,87 | 7,76 | -5,00 | -1,42 | 23,90 | 37,92 | 92,68 | 118,39 | 72,46 | 78,57 | 0,00 | 0,00 | 125,99 | 162,07 | 397 | 411 |
| 21 | J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | | LG | 7.438,09 | 5.179,87 | 6.614,55 | 4.448,78 | | | 9,16 | 10,80 | 0,00 | 7,45 | | 595,51 | 5,71 | 3,86 | | -25,04 | | | | | | 207,92 | 1,01 | 0,22 | 113,24 | 73,28 | 518 | 559 |
| 22 | Banque Raiffeisen | LG | LG | 6.354,41 | 6.291,03 | 5.237,17 | 5.068,33 | 414,19 | 585,29 | 80,34 | 78,13 | 9,78 | 5,13 | 274,41 | 231,45 | -6,84 | -4,86 | -7,49 | -4,83 | 91,08 | 86,45 | 1,07 | 26,66 | 17,05 | 15,25 | 5,53 | 1,69 | 17,80 | 42,94 | 580 | 550 |
| 23 | NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A. | FIAS | FIAS | 6.329,00 | 7.918,50 | 692,50 | 759,30 | 1.979,90 | 2.211,00 | 0,00 | 0,00 | -8,70 | -12,50 | 76,80 | 67,60 | -0,05 | -0,08 | 0,00 | -0,11 | 6,42 | 2,22 | | | 0,19 | 0,08 | 0,27 | -6,00 | 0,10 | 0,62 | 0 | 0 |
| 24 | Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | LG | LG | 6.229,34 | 9.430,16 | 871,03 | 1.133,36 | | | 3,65 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| en millions de EUR | | | | | | | | | | | | | | en millions de EUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|----|
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | </ |

Résultat net sur commissions
Net fee and commission income - Netto-Provisionsertrag

| | en millions de EUR | | | |
|--|--------------------|---------|---------|---|
| | 2013 | 2012 | | % |
| 1 Clearstream Banking S.A. | 356,054 | 349,562 | 1,86 | |
| 2 State Street Bank Luxembourg S.A. | 211,102 | 180,770 | 16,78 | |
| 3 RBC Investor Services Bank S.A. | 191,303 | 142,254 | 34,44 | |
| 4 BGL BNP Paribas | 179,884 | 168,300 | 6,88 | |
| 5 Société Générale Bank & Trust | 168,701 | 169,581 | -0,52 | |
| 6 Pictet & Cie (Europe) S.A. | 145,453 | 116,887 | 24,44 | |
| 7 Banque Internationale à Luxembourg | 142,677 | 138,778 | 2,81 | |
| 8 DZ PRIVATBANK S.A. | 135,269 | 127,823 | 5,83 | |
| 9 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | 133,708 | 132,749 | 0,72 | |
| 10 Banque de Luxembourg S.A. | 126,115 | 116,142 | 8,59 | |
| 11 UBS (Luxembourg) S.A. | 123,852 | 116,635 | 6,19 | |
| 12 ParPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A. | 115,281 | 67,110 | 71,78 | |
| 13 CACEIS Bank Luxembourg | 113,555 | 120,475 | -5,74 | |
| 14 Nordea Bank S.A. | 99,645 | 77,513 | 28,55 | |
| 15 Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg | 90,047 | 83,097 | 8,36 | |
| 16 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | 88,207 | 76,564 | 15,21 | |
| 17 KBL European Private Bankers S.A. | 87,527 | 84,610 | 3,45 | |
| 18 Crédit Agricole Luxembourg | 73,806 | 59,737 | 23,55 | |
| 19 Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | 73,521 | 67,566 | 8,81 | |
| 20 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | 72,463 | 78,572 | -7,77 | |
| 21 Banque Degroof Luxembourg S.A. | 68,998 | 62,577 | 10,26 | |
| 22 ING LUXEMBOURG S.A. | 65,649 | 65,189 | 0,71 | |
| 23 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | 59,434 | 48,294 | 23,07 | |
| 24 Delen Private Bank Luxembourg S.A. | 48,315 | 38,999 | 23,89 | |
| 25 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | 41,432 | 42,148 | -1,70 | |
| 26 Commerzbank International S.A. | 34,274 | 29,087 | 17,83 | |
| 27 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | 34,011 | 29,487 | 15,34 | |
| 28 Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | 29,698 | 31,355 | -5,28 | |
| 29 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. | 27,245 | 31,892 | -14,57 | |
| 30 Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | 24,644 | 16,295 | 34,70 | |
| 31 EFG Bank (Luxembourg) S.A. | 23,783 | 22,205 | 6,62 | |
| 32 Credem International (Lux) | 21,867 | 28,498 | -23,27 | |
| 33 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | 20,729 | 19,815 | 4,62 | |
| 34 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | 20,566 | 15,794 | 30,21 | |
| 35 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | 19,826 | 16,851 | 17,66 | |
| 36 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | 19,010 | 17,995 | 5,64 | |
| 37 Banque LBLux S.A. | 18,548 | 17,879 | 3,74 | |
| 38 Banque Safra-Luxembourg S.A. | 18,018 | 17,556 | 2,63 | |
| 39 Société Européenne de Banque S.A. | 17,652 | 24,807 | -28,84 | |
| 40 Banque Raiffeisen | 17,063 | 15,248 | 11,84 | |
| 41 UniCredit Luxembourg S.A. | 16,969 | 41,390 | -59,00 | |
| 42 Danske Bank International S.A. | 16,800 | 14,745 | 13,94 | |
| 43 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | 15,710 | 9,440 | 66,42 | |
| 44 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A. | 15,306 | 13,828 | 10,69 | |
| 45 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | 15,196 | 12,742 | 19,25 | |
| 46 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | 14,541 | 14,940 | -2,67 | |
| 47 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A. | 14,348 | 19,220 | -25,35 | |
| 48 Banque Pullaetco Dewaay Luxembourg S.A. | 11,865 | 10,980 | 8,07 | |
| 49 Deutsche Postbank International S.A. | 11,835 | 14,999 | -21,10 | |
| 50 Natixis Bank | 11,192 | 10,425 | 7,35 | |
| 51 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | 10,785 | 10,892 | -0,98 | |
| 52 VP Bank (Luxembourg) S.A. | 10,775 | 10,098 | 6,71 | |
| 53 UBI Banca International S.A. | 10,324 | 10,082 | 2,39 | |
| 54 Banco Bradesco Europa S.A. | 8,346 | 8,166 | 2,21 | |
| 55 Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | 8,178 | 5,041 | 62,24 | |
| 56 Banque Carnegie Luxembourg S.A. | 7,628 | 7,142 | 6,81 | |
| 57 BSI Luxembourg S.A. | 7,600 | 6,700 | 13,42 | |
| 58 Banque de Patrimoines Privés | 7,543 | 4,374 | 72,45 | |
| 59 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | 7,465 | 11,501 | -35,09 | |
| 60 Svenska Handelsbanken S.A. | 6,290 | 6,712 | -6,29 | |
| 61 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. | 6,157 | 6,671 | -7,71 | |
| 62 Banco Popolare Luxembourg S.A. | 6,042 | 3,877 | 55,84 | |
| 63 TD Bank International S.A. | 5,302 | 4,886 | 8,51 | |
| 64 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | 4,631 | 4,567 | 1,40 | |
| 65 Advanzia Bank S.A. | 4,623 | 3,945 | 17,19 | |
| 66 Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | 4,569 | 4,678 | -2,33 | |
| 67 HSH Nordbank Securities S.A. | 4,373 | 4,758 | -9,10 | |
| 68 Andbank Luxembourg | 4,370 | 1,106 | 295,16 | |
| 69 Bank of China (Luxembourg) S.A. | 4,137 | 8,961 | -53,84 | |
| 70 DNB Luxembourg S.A. | 3,879 | 2,851 | 36,08 | |
| 71 Banque BCP S.A. | 3,674 | 3,832 | -4,13 | |
| 72 Banque Havilland S.A. | 3,565 | 3,110 | 14,62 | |
| 73 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | 3,406 | 2,153 | 58,18 | |
| 74 Comer Banque (Luxembourg) S.A. | 2,610 | 2,616 | -0,22 | |
| 75 Banco Itau Europa Luxembourg S.A. | 2,567 | 24,028 | -89,32 | |
| 76 Keytrade Bank Luxembourg S.A. | 2,509 | 2,322 | 8,07 | |
| 77 Argentabank Luxembourg S.A. | 2,339 | 2,100 | 11,40 | |
| 78 Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | 1,934 | 1,908 | 1,37 | |
| 79 Freie Internationale Sparkasse S.A. | 1,806 | 1,815 | -0,45 | |
| 80 East West United Bank S.A. | 1,792 | 1,249 | 43,44 | |
| 81 BHF-BANK International | 1,400 | 1,167 | 19,94 | |
| 82 John Deere Bank S.A. | 1,234 | 0,737 | 67,44 | |
| 83 Deutsche Bank Luxembourg S.A. | 1,077 | -31,775 | -103,39 | |
| 84 La Française AM Private Bank | 0,357 | 3,435 | -89,59 | |
| 85 Frankfurter Volksbank International S.A. | 0,293 | 0,254 | 15,28 | |
| 86 Fortuna Banque s.c. | 0,249 | 0,223 | 11,65 | |
| 87 NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A. | 0,186 | 0,078 | 138,46 | |
| 88 China Construction Bank (Europe) S.A. | 0,160 | | | |
| 89 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | 0,044 | 0,053 | -17,62 | |
| 90 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | 0,037 | 1,427 | -97,40 | |
| 91 ABLV Bank Luxembourg S.A. | 0,025 | | | |
| 92 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | 0,009 | 0,047 | -80,04 | |
| 93 GPB International S.A. | 0,000 | | | |
| 94 Landesbank Berlin International S.A. | -0,100 | 0,121 | -182,97 | |
| 95 Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | -0,251 | -0,242 | 3,75 | |
| 96 Société Nationale de Crédit et d'Investissement | -0,465 | -0,509 | -8,71 | |
| 97 Hypothekenbank Frankfurt International S.A. | -0,596 | -0,744 | -19,89 | |
| 98 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | -0,629 | -0,740 | -15,05 | |
| 99 Dexia LDG Banque S.A. | -0,763 | -0,685 | 11,48 | |
| 100 LBBW Luxembourg S.A. | -1,500 | -1,300 | 15,38 | |
| 101 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | -11,100 | -1,562 | 610,63 | |
| 102 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | | 207,923 | -100,00 | |
| 103 Castella Bank S.A. | | 11,232 | -100,00 | |
| 104 Lombard Odier (Europe) S.A. | | 8,647 | -100,00 | |
| 105 Banque Öhman S.A. | | 8,274 | -100,00 | |
| 106 Société Générale LDG | | 0,000 | -100,00 | |
| 107 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | | | | |
| 108 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | | | | |
| 109 Société Générale Financing and Distribution | | | | |

Die Stresstests in Deutschland

Sonderheiten der deutschen Bankenland schafft

Das Drei-Säulen-Modell macht die Bankenaufsicht in Deutschland zu einer besonderen Herausforderung

VON THOMAS SEIDEL

Im Vorfeld der künftigen Europäischen Bankenunion werden 124 Institute an einem Stresstest teilnehmen, darunter 24 aus Deutschland. Diese gliedern sich in 15 staatliche Kreditinstitute, sechs Privatbanken und drei Raiffeisen- und Genossenschaftsbanken.

Seit jeher zeichnet sich die Bankenlandschaft in Deutschland als eine Sonderstruktur in Europa ab. Politisch gepflegt wird das so genannte Drei-Säulen-Modell. Privatbanken, Landesbanken- und Sparkassen sowie Raiffeisen- und Genossenschaftsbanken stehen als Gruppen konkurrierend nebeneinander. Der deutsche Föderalismus spiegelt sich nach wie vor bei den Landesbanken und den Sparkassen wider. Alle drei Gruppen haben unterschiedliche Haftungs- und Eigentümerstrukturen. Das macht die Bankenaufsicht auf nationaler, und künftig supranationaler Ebene in Deutschland zu einer besonderen Herausforderung.

Lage der Privatbanken

Unter den deutschen Privatbanken mit Aktivitäten in Luxemburg spielt wegen des Stresstests allein die Deutsche Bank noch eine Rolle. Dieses größte private deutsche Kreditinstitut betreibt auch in Luxemburg ein breites Geschäft. Dazu gehören Asset- und Wealthmanagement, Investment- und Retailbanking sowie der Zahlungsverkehr. Immerhin verwaltet man im Asset Management mehr als 100 Mrd. Euro. In Luxemburg beschäftigt die Deutsche Bank nahezu 800 Mitarbeiter. Die erst kürzlich angekündigten Kapitalmaßnahmen im Rahmen ihrer Strategie 2015+ werden das Kapital der Deutschen Bank auf 11,8 Prozent erhöhen. Damit sollen gleichzeitig künftige regulatorische Anforderungen und gezieltes Geschäftswachstum unterstützt werden. Ob das Geldhaus für Luxemburg als systemrelevant eingeschätzt werden kann, obliegt allerdings einer Entscheidung der Bankenaufsicht.

Öffentliche Banken auf dem Rückzug

Deutsche Landesbanken ziehen sich immer weiter aus Luxemburg zurück. So etwa M.M. Warburg & Co Luxembourg S.A. Immerhin betreibt die Luxemburger Tochter des Hamburger Bankhauses Geschäfte mit etwa 270 Fonds, deren Volumen insgesamt über 200 Mrd. Euro ausmachen. Zusammen beschäftigt Warburg vor Ort über 200 Mitarbeiter. Weiterhin in Luxemburg aufgestellt sind Privatbanken etwa wie Conrad Hinrich Donner oder J. Berenberg Gossler.

Sonderfall Clearstream

Einen Sonderfall stellt die Clearstream Banking S.A. dar, der zur Deutschen Börse Group zählende zentrale Wertpapierverwahrer. Grundsätzlich darf diese Gesellschaft nicht zum Fokus der Banken gezählt werden. Doch dokumentieren einige beispielhafte Geschäftszahlen beeindruckend die besondere Bedeutung des Hauses im Finanzgeschäft. So nennt Clearstream jeweils für den Stand April 2014 ein verwahrtes Vermögen von 12,08 Billionen (!) Euro. Die Zahl der Abwicklungstransaktionen aus börslichem und außerbörslichem Handel in der deutschen (CSD) und internationalen (ICSD) zentralen Wertpapierverwahrung liegt allein bei 43,2 Millionen - das alles neben Aktivitäten in anderen Geschäftsbereichen wie dem Global Securities Financing und dem Investment Funds Services. Zum Jahresende 2013 beschäftigte Clearstream in Luxemburg 982 Mitarbeiter. Nach eigenen Angaben liegt die Kapitalausstattung von Clearstream bei 20 Prozent und damit weit über ver-



Clearstream nennt für April 2014 ein verwahrtes Vermögen von 12,08 Billionen Euro. (FOTO: GUY JALLAY)

Nouy: EZB wird Personal für Bankenaufsicht rechtzeitig finden

Die Europäische Zentralbank hat 8 000 Bewerbungen erhalten

Frankfurt/Main. Die neue europäische Bankenaufsicht ist optimistisch, bis zu ihrem geplanten Start Anfang November genügend Experten zu finden. „Wir müssen 800

Aufseher rekrutieren. Ich bin zuversichtlich, dass vor dem Termin am 4. November ausreichend Fachleute in Frankfurt sein werden“, sagte Ende Mai die Chefin der neu-

en Bankenaufsicht, Danièle Nouy. Die Französin bezeichnete die bevorstehende Bankenunion als „historisch“. Bisläng habe die Behörde, die unter dem Dach der Europäi-

schen Zentralbank (EZB) angesiedelt ist, 8 000 Bewerbungen erhalten. Die Anwärter stammten zum großen Teil aus den nationalen Aufsichtsbehörden. (dpa)

EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

Adapté à vos besoins,
partout en Europe.

KBL European Private Bankers vous offre des solutions globales
en s'appuyant sur son réseau de banques privées locales.

AMSTERDAM | BRUXELLES | LUXEMBOURG | GENÈVE | LONDRES
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

La Commission de surveillance du secteur financier face à la supervision européenne

La transition est en marche

La CSSF va voir son rôle de supervision bancaire limité au niveau national

PAR LINDA CORTEY

En novembre prochain, la supervision des banques européennes changera profondément. Au Luxembourg, cela signifiera un nouvel interlocuteur pour près de la moitié des banques: elles seront supervisées directement par la Banque centrale européenne (BCE) via le mécanisme de surveillance unique (SSM). Pour la CSSF, cela signifie à la fois perdre la main sur le contrôle direct de 70 banques et participer à la surveillance de la zone euro.

La supervision unique de la zone euro doit devenir un élément fondamental de la sécurité du système financier européen. C'est pour cela



Le directeur général de la CSSF, Jean Guill, voit dans l'union bancaire un atout pour la surveillance au Luxembourg.

(PHOTO: STEVE EASTWOOD)

qu'il sera le premier des trois piliers de l'union bancaire à entrer en vigueur dès novembre prochain.

L'objectif est de confier à une seule autorité, le SSM, la surveillance de l'ensemble des banques dites

systémiques en Europe, soit environ 130 banques dont la faillite risquerait de provoquer une crise du système bancaire qui toucherait les 18 pays de la zone euro. Des banques actives dans plusieurs pays européens mais dont la surveillance restait nationale, sans vue d'ensemble sur toutes leurs activités. Le SSM apportera enfin cette vue d'ensemble.

Dans cette nouvelle construction européenne, il n'est pas étonnant de constater que près de la moitié des banques actives au Luxembourg, dont la Place est par nature internationale, tombent sous l'autorité du SSM.

Conséquence directe, la CSSF verra son rôle de superviseur national se réduire très fortement. Car, même pour les banques qui restent sous sa supervision directe, son rôle est très encadré par des directives précises. Avec un manuel des procédures harmonisées de «plus de 1.000 pages», indique Claude Simon, directeur en charge de la supervision bancaire au sein de la CSSF.

Participer à la surveillance de toute la zone euro

Jean Guill, directeur général de la CSSF assure pourtant que le SSM est une bonne chose. «L'harmonisation a déjà commencé au sein de l'EBA, notre marge de manœuvre était déjà réduite», souligne-t-il. «On peut voir le SSM comme une perte de souveraineté nationale mais c'est aussi le moyen de participer à la souveraineté européenne», renchérit Claude Simon. Le Luxembourg est en effet représenté au sein du conseil de surveillance prudentielle, qui compte 24 membres dont un représentant pour chaque pays membre. C'est Claude Simon qui occupe ce poste pour le Luxembourg (lire l'encadré). Il sera également présent au sein du «steering comitee» pour un an à partir d'avril 2015. Ce comité de huit personnes est chargé de préparer les décisions du conseil de surveillance prudentielle.

Le discours de la CSSF est simple: elle perd en souveraineté sur le territoire national mais gagne en influence sur la supervision européenne des banques. Le Luxembourg sort ainsi gagnant d'une harmonisation européenne qui doit apporter plus de transparence et de sécurité à l'ensemble du système bancaire. «Une supervision harmonisée assure qu'une banque du nord de l'Allemagne et une autre du sud de l'Espagne sont traitées de la même façon», explique Jean Guill.

Mais pour garantir la bonne santé du futur système européen, les grandes banques doivent d'abord montrer patte blanche en réussissant la vaste revue des actifs actuellement en cours et auxquels tous les superviseurs nationaux participent. Au Luxembourg, six banques sont concernées, ce qui signifie des dizaines de milliers de dossiers à examiner pour vérifier

que la valorisation des actifs faite par les banques correspond aux risques actuels. Une trentaine de personnes au sein de la CSSF est mobilisée pour ce travail de bénédictin mais cela ne suffit pas. Une partie du travail a été confiée à 90 auditeurs de KPMG qui épaulent la CSSF dans cette mission qui doit être terminée au courant de l'été.

À cette revue des actifs s'ajoute un test de résistance des grandes banques européennes au-delà de la zone euro. Il pourrait aboutir à une exigence de recapitalisation pour celles qui se seraient révélées trop fragiles. «Il n'y a pas de mauvaise surprise à attendre des banques luxembourgeoises», assure Jean Guill. La CSSF demande aux banques actives dans le pays un ratio de fonds propres déjà bien supérieur aux exigences de Bâle III.

Au final, l'autorité de surveillance se montre sereine face au bouleversement de la surveillance des banques qui s'annonce car, pour elle, la création du SSM sera la dernière étape d'un changement plus ancien de la surveillance. Depuis la crise financière, la CSSF a profondément modifié sa façon de travailler. Elle a notamment développé les contrôles sur site et créé un service dédié. Ses effectifs sont passés de 300 à plus de 500 en cinq ans et vont encore croître dans les années à venir. Première conséquence inattendue: à l'été 2015, elle doit emménager dans un nouveau bâtiment prévu pour 620 personnes... qui pourrait être rapidement trop étroit.

Loin de voir son activité diminuer avec l'harmonisation européenne, l'autorité luxembourgeoise doit se renforcer pour faire face à un travail accru à la fois dans la supervision européenne des banques mais aussi dans la surveillance des fonds d'investissements. Avec l'entrée en vigueur de la directive AIFM l'été dernier, la CSSF supervise également les fonds alternatifs.

Le SSM fonctionne déjà

Si la supervision européenne n'entre officiellement en vigueur qu'en novembre prochain, les organes du SSM (mécanisme de surveillance unique) sont déjà constitués et travaillent depuis le début de l'année. «Nous avons déjà eu sept réunions à Francfort», explique Claude Simon, directeur à la CSSF et représentant du Luxembourg au sein de conseil de surveillance prudentielle. Ce conseil de 24 membres sera l'organe clé de la supervision européenne puisqu'il comptera les représentants des 18 pays membres, des représentants de la BCE, ainsi que des personnalités indépendantes, le tout sous la présidence de la Française Danièle Nouy. Le conseil de surveillance prudentielle se réunit donc deux fois par mois pour coordonner la supervision bancaire au sein de la zone euro et pour établir les bonnes pratiques à mettre en place d'ici novembre prochain. (lc)

www.pwc.lu/banking

In a time of change...
**Simplify, Comply,
Innovate.**



pwc

The Luxembourg banking sector stands out as an international centre of excellence and continues to develop as an innovative financial laboratory for corporate, institutional and individual clients solutions.

The Luxembourg financial marketplace must comply with local and international legal and regulatory constraints to build market trust and assert its competitiveness in Europe and beyond.

Our leading position as a provider to the financial services sector gives you an overwhelming advantage: you will be talking to people who are experts not only in their specific field, but in your industry as well.

We cover banks, asset managers and professionals of the financial sector.

Let's talk about it.

Contact:
Rima Adas
Banking & Financial Services Leader
+352 49 48 48 2513
rima.adas@lu.pwc.com



Tests de résistance avant l'entrée en vigueur de l'union bancaire

La France bien armée pour les stress tests

Le coût de cette vaste opération a été estimé à 80 millions d'euros

PAR ARTHUR BECKOULES

Parmi les 124 banques européennes soumis à un test de résistance d'ici le mois d'octobre, onze sont françaises. Le secteur n'affiche pas d'inquiétudes particulières, les quatre plus grandes banques françaises affichant un ratio de fonds propres durs bien supérieur aux exigences de Bâle III.

L'union bancaire, que le président français François Hollande avait qualifiée en décembre dernier d'«avancée considérable», est plus que jamais en marche. Jusqu'en octobre, 124 banques européennes – représentant 85 % des actifs bancaires de la zone euro – seront en effet passées au crible de la Banque centrale européenne (BCE) via une sévère série de tests de résistance.

Les bénéfices sont de nouveau supérieurs à ceux de 2008

Parmi elles, les onze françaises connaissent certes des situations variées mais savent toutes combien leur avenir dépendra largement de leur résultat face à ces évaluations. Car si les banques hexagonales ont retrouvé, en 2013, des bénéfices d'un niveau supérieur à 2008 (respectivement 2,2, 2,3 et 4,8 milliards d'euros pour la Société Générale, le Crédit agricole et la BNP), elles sont pleinement conscientes que l'heure n'est plus au simple ratio bénéfice-perte: «La question de la stabilité est devenue essentielle, car c'est de là que vient la solidité d'une institution et qu'elle prouve donc qu'elle pourra résister à une nouvelle secousse du système bancaire», explique un cadre de la BNP.

Et les raisons d'être inquiet existent. Si outre-Rhin, la «Deutsche Bank» a tenté de justifier sa récente augmentation de capital en cherchant «à faire entrer la banque dans une nouvelle ère», la réalité pour nombre de spécialistes est autre: «Avec cette augmentation de capital, la banque se fabrique un matelas supplémentaire qui la pré-

pare mieux aux tests de la BCE», concédait un cadre de l'agence Standard & Poor's. Avec «seulement» 9,5 % de fonds propres, la plus grande banque allemande avait besoin de ces huit milliards d'euros pour atteindre le niveau érigé dans le cadre des Accords Bâle III.

Des règles prudentielles contraignantes

Ces nouvelles règles prudentielles qui fixent à 10 % le ratio de fonds propres «durs» – un indicateur qui rapporte le niveau des fonds propres aux actifs pondérés par les risques – effraient toutefois moins les banques hexagonales: au 31 décembre 2013, les quatre principaux établissements français (BNP Paribas, Société Générale, Crédit agricole et BPCE) enregistraient un ratio de 10,5 % en moyenne, bien au-delà des 7 % minimaux imposés par Bâle III à atteindre d'ici 2019. «Notre solidité représente une source de fierté mais son évocation n'est pas obsessionnelle» glisse un cadre du Crédit agricole. Pour la Société générale, le PDG Frédéric Oudéa faisait aussi part de sa satisfaction en février: «L'année 2013 apporte la confirmation de la solidité du modèle de banque universelle de Société générale».

La sérénité hexagonale n'est pas totale

A la BNP, c'est l'annonce de l'amende record de dix milliards de dollars (sept milliards d'euros) qui pourrait pourtant fragiliser le bilan. Les autorités américaines ont accusé la plus grande banque française d'avoir effectué de 2002 à 2009 des transactions financières en Iran, au Soudan et à Cuba, malgré l'embargo décrété sur ces pays par les Etats-Unis. Dès mars dernier, son directeur général, Jean-Laurent Bonnafé, avait averti que l'amende dépasserait largement la somme provisionnée pour ces sanctions (1,1 milliard de dollars). «C'est un élément que les marchés prennent en compte dans notre évaluation globale», reconnaît le patron de la banque, faisant implicitement référence au cours de l'action, en baisse depuis plusieurs semaines. De là à craindre les tests, il y a un pas important.

Pour beaucoup, la seule inquiétude résidait chez Dexia tant les incertitudes semblaient nombreuses et la fragilité réelle. Confirmant la complexité de la situation, la banque franco-belge vient d'obtenir une dérogation afin d'être épargnée par le scénario le plus noir des tests de résistance. «Dexia est le seul établissement en gestion extinctive. Quel est l'intérêt d'avoir un jeu de 'stress tests' avec un scénario extrême?», a justifié le sous-gouverneur de la Banque de France Robert Ophèle. «Ces exercices permettent de construire la confiance dans le système bancaire français, car compte tenu de leurs performances récentes satisfaisantes, les

groupes français sont relativement optimistes», analyse un trader de la City passé par la Société Générale. Des tests qui se révèlent néanmoins exigeants et fastidieux. «C'est un exercice extrêmement lourd» concède le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, qui a par ailleurs précisé que les coûts engendrés par ces études pointues se monteront à 80 millions d'euros – un montant financé par la Banque de France.

Enfin, «il ne faut pas omettre un élément important dans l'évaluation d'un établissement bancaire», conclut le trader: «la note souveraine! Et la France n'a tout de même pas à rougir».



Malgré son amende record de sept milliards d'euros, BNP Paribas se montre sereine face aux stress tests. (PHOTO: AFP)

PRIVATE BANKING

AUJOUR'HUI, EXISTE-T-IL ENCORE DES BANQUES DE CONFIANCE ?

BCEE – primée pour sa stabilité, d'année en année !

Le magazine « Global Finance » a décerné le prix « Best Bank Award – Luxembourg » pendant six années consécutives à la BCEE, tandis que « The Banker » lui a attribué le prix « Bank of the Year – Luxembourg » six fois au fil des années. La BCEE est donc idéalement placée pour prendre soin de votre capital en accord avec vos besoins. Trouvez le centre financier BCEE le plus proche sur www.bcee.lu ou appelez le (+352) 4015-4040.

BCEE Private Banking :
Votre patrimoine mérite attention



SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.



Dexia n'effectuera pas le scénario le plus noir des stress tests. (PHOTO: AFP)



CLASSEMENT DES BANQUES AU 31 DÉCEMBRE 2013

20

21

SPÉCIAL
ÉCONOMIE
& FINANCES

CLASSEMENT DES BANQUES AU 31 DÉCEMBRE 2013



Après la directive sur l'épargne et l'accord Fatca, les négociations au sien de l'OCDE progressent vite

Un mouvement inéluctable vers plus de transparence

L'échange automatique d'informations en matière fiscale va devenir la norme fiscale internationale



Les informations fiscales connaîtront de moins en moins de frontière, autant en Europe que dans le reste du monde. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)

Et ce n'est pas fini puisque la prochaine étape en vue concerne les pays membres de l'OCDE. L'organisation, qui travaille depuis deux

décennies sur la lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent, a mis en place des groupes de travail pour inciter les pays

Il n'empêche que l'agenda vers plus de transparence s'est fortement accéléré ces derniers mois et l'impact sera fort pour le Luxembourg. Si l'on pouvait encore dire il y a un an que le pays abandonnait à la marge son secret bancaire, les différentes mesures qui se préparent actuellement tendent bien à faire de la transparence la règle. Et du secret l'exception.

Il y a un peu plus d'un an, la place financière tremblait à l'annonce de la première brèche apparue dans le secret bancaire. Depuis, le mouvement s'est accéléré: le Luxembourg a signé l'accord Fatca avec les Etats-Unis, le champ d'application de la directive sur l'épargne devrait être élargi et les pays de l'OCDE négocient des accords d'échange d'informations sur le modèle Fatca.

Avril 2013 a été un tournant pour la place financière. Le Grand-Duché acceptait de sortir de la période transitoire de la directive européenne sur l'épargne. La retenue à la source de 35 % appliquée aux revenus d'intérêts sera remplacée, au 1^{er} janvier 2015, par l'échange automatique d'informations sur ces mêmes revenus. Aujourd'hui, les grandes banques et les organisations représentatives expliquent que la tendance vers plus de transparence fiscale était inévitable.

«Un monde s'est écroulé pour un certain nombre de clients mais au niveau de la place, il était clair depuis un certain nombre d'années ou de mois que la situation n'était plus tenable», estime Thierry Lesage, associé Tax chez Arendt & Medernach. Ceux qui ont été le plus surpris sont finalement les clients, du moins ceux qui avaient placé leurs avoirs au Luxembourg pour profiter du secret bancaire – et surtout fiscal – du pays. Les professionnels «sérieux» de la banque privée, eux, s'y préparaient depuis plusieurs années déjà, souligne-t-on du côté de l'ABBL. Ils s'y sont préparés depuis que la crise financière a rendu les pays occidentaux très sensibles aux questions fiscales (lire encadré).

Une directive en deux étapes

Six mois plus tard, au 1^{er} janvier 2015, l'échange automatique d'informations en matière fiscale concernera les ressortissants de l'Union européenne. Cette fois, c'est la part la plus conséquente de la clientèle des banques luxembourgeoises qui est touchée. En acceptant l'échange automatique prévu par la directive sur l'épargne, le Luxembourg facilite la lutte contre une certaine fraude fiscale, celle des fortunes moyennes (moins de 500.000 euros) et peu structurées. La date butoir du 1^{er} janvier 2015 pousse ainsi une certaine clientèle européenne qui était en dehors des systèmes fiscaux à ré-

Cinq ans de pressions internationales

Le sommet du G20 de Londres en avril 2009 a lancé le mouvement vers plus de transparence. Lors de ce sommet, les travaux sur la transparence fiscale, initiés depuis une dizaine d'années par l'OCDE, ont été validés par les plus grands pays de la planète. Des listes noires et grises de paradis fiscaux non coopératifs sont alors publiées et l'échange d'informations en matière fiscale devient la norme à respecter. Cette norme a depuis évolué: d'information sur demande, on est passé à l'échange automatique.

Si l'OCDE se félicite abondamment de son action en la matière, ce n'est ni elle ni l'Union européenne qui a précipité la course vers plus de transparence. C'est avant tout une loi américaine, le «Foreign Account Tax Compliance Act» (Fatca) adopté en 2010 aux Etats-Unis. Fatca entend obliger les établissements financiers internationaux à transmettre automatiquement aux autorités américaines les informations fiscales concernant les ressortissants américains, sous peine de ne plus pouvoir être actifs aux Etats-Unis. Fatca entre en vigueur en 2013, les pays partenaires doivent d'ici là signer un accord avec Washington pour que leurs établissements financiers puissent transmettre les informations demandées. La menace est forte, elle sera efficace. Au Luxembourg, elle

aboutit à l'abandon d'une part de plus en plus large de son secret bancaire. Au niveau international, aux discussions actuelles sur un «fatca mondial».

Au Luxembourg, Luc Frieden, alors ministre des Finances, annonce, en décembre 2012, l'ouverture de négociations en vue d'un accord Fatca avec les Etats-Unis. C'est en fait à ce moment-là que la première brèche dans le secret bancaire est percée. Une fois cette annonce faite, l'acceptation de la directive sur l'épargne devenait inévitable car «la directive de février 2011 relative à la coopération dans le domaine fiscal comporte en son article 9 la notion de la clause la plus favorisée», rappelle Thierry Lesage, partner Tax chez Arendt & Medernach. En clair, cela veut dire qu'un Etat européen qui accorde un statut favorable à un pays tiers doit également accorder ce statut à ses partenaires européens. Le Luxembourg négociant avec les Etats-Unis un accord incluant l'échange automatique d'informations en matière fiscale devait donc accorder la même chose à ses voisins européens. D'un point de vue juridique, Fatca entraîne par ricochet l'acceptation de la directive sur l'épargne. D'un point de vue politique, le Luxembourg ne pouvait plus défendre son secret bancaire. L'image de paradis fiscal de-

venant trop négative pour les affaires et les relations avec ses partenaires européens.

Au niveau international, l'accord Fatca est devenu le référentiel sur lequel ont été construites les réflexions sur la transparence fiscale. Ainsi, lors du sommet du G20 de Saint-Petersbourg, en avril 2013, le principe de l'échange automatique est devenu la norme des grandes puissances mondiales. Le travail de l'OCDE en matière de conformité des pays à ces nouveaux standards s'est renforcé avec les rapports du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

Depuis le début de l'année, le mouvement s'est accéléré. En Europe, les pays membres de l'Union européenne se sont mis d'accord le 20 mars sur un élargissement de la directive sur l'épargne (nouvelles catégories de revenus concernées, intégration des produits structurés) en 2017. Au niveau international, l'objectif est désormais d'arriver à un accord sur un «Fatca mondial» le plus rapidement possible. Une norme commune a été publiée en février par l'OCDE et 44 pays membres ont affirmé en avril vouloir mettre en place cette norme d'ici 2016. Leur but est d'arriver à un accord pour le prochain Forum mondial sur la transparence prévu à Berlin les 28 et 29 octobre 2014. (ic)

membres – et les autres – à développer l'échange d'informations fiscales, avec notamment le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. «Du côté de l'OCDE, les pressions politiques ont été très fortes pour accélérer le tempo», souligne Murielle Filipucci, associée Banking Tax Leader chez PwC Luxembourg. Désormais, l'organisation planche sur l'établissement d'un standard international d'échange d'informations fiscales qui reprend les principes mêmes de Fatca: le périmètre des données échangées serait vaste et concernerait l'ensemble des actifs financiers détenus par les ressortissants en dehors de leurs pays d'origine.

L'une des principales distinctions par rapport à Fatca concernerait le type de client visé puisque l'OCDE s'orienterait vers le critère de la résidence fiscale. Une fois un accord au sein de l'OCDE sur ce standard international obtenu, chaque pays in-

tégrerait ce vaste système d'échange individuellement, en ratifiant l'accord en question. La procédure pourrait prendre plusieurs années mais la tendance est bien là. Au-delà des 44 premiers pays ayant indiqué en avril leur volonté d'aboutir à cet accord, d'autres ont manifesté leur intérêt de suivre le mouvement, dont la Suisse, Singapour et, bien-sûr, le Grand-Duché.

Un enjeu de société

Le verrou du secret bancaire a bien sauté, emporté par une lame de fond qui n'a pas encore produit tous ses effets. Car si l'enjeu est économique, c'est un changement sociétal qui se dessine en Europe. Les informations sur la fortune des personnes ne sont plus considérées comme du ressort de la vie privée mais passe dans la sphère publique. «La vie privée est absolument passée à la trappe», déplore Guy Harles, co-président de Arendt & Medernach. «En France, il y a une infor-

mation automatique qui part de la banque à Bercy quand un virement ou un prélèvement dépasse un certain montant». La situation est la même en Italie, tandis qu'en Belgique la notion de cadastre des grandes fortunes est en discussion.

La question de la protection des données a également disparu du débat. Lorsque les Etats-Unis ont voté la loi Fatca, des voix s'étaient élevées en Europe et au Canada sur la protection des données qui allaient être transmises à Washington. Depuis, la question a été mise en sourdine mais reste là. «Enormément de gens ont besoin de discrétion de nos jours», poursuit Pierre Kirsch, directeur chez PwC Luxembourg. «L'Europe ne serait-elle pas encline à protéger les données de ses ressortissants comme elle l'a fait vis-à-vis des géants internet? Est-ce le prix à payer pour pouvoir accéder aux informations de ses ressortissants en son sein?» ajoute Murielle Filipucci.

ING LUXEMBOURG IS A TRUE UNIVERSAL BANK



ING Luxembourg, Société Anonyme - 52, route d'Esch L-2965 Luxembourg - R.C.S. Luxembourg B.6041

| Fonds propres - Own funds - Eigenmittel | | | | |
|---|-----------|-----------|---------|--|
| en millions de EUR | | | | |
| | 2013 | 2012 | % | |
| 1 BGL BNP Paribas | 5.481,710 | 5.481,600 | 0,00 | |
| 2 Deutsche Bank Luxembourg S.A. | 4.750,258 | 4.643,361 | 2,30 | |
| 3 Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg | 3.097,802 | 2.803,378 | 10,50 | |
| 4 State Street Bank Luxembourg S.A. | 2.639,080 | 2.523,776 | 4,57 | |
| 5 Société Générale Bank & Trust | 2.476,973 | 2.267,215 | 9,25 | |
| 6 PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A. | 1.490,938 | 1.078,277 | 38,27 | |
| 7 UniCredit Luxembourg S.A. | 1.315,928 | 1.309,510 | 0,49 | |
| 8 Société Européenne de Banque S.A. | 1.240,268 | 1.178,380 | 5,25 | |
| 9 Société Nationale de Crédit et d'Investissement | 1.212,002 | 1.166,482 | 3,90 | |
| 10 KBL European Private Bankers S.A. | 1.132,000 | 1.123,000 | 0,80 | |
| 11 Banque Internationale à Luxembourg | 859,336 | 877,060 | -2,02 | |
| 12 Deutsche Postbank International S.A. | 851,110 | 841,860 | 1,10 | |
| 13 RBC Investor Services Bank S.A. | 841,314 | 815,609 | 3,15 | |
| 14 Natixis Bank | 825,354 | 821,858 | 0,43 | |
| 15 DZ PRIVATBANK S.A. | 739,668 | 723,054 | 2,30 | |
| 16 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | 699,400 | 674,500 | 3,69 | |
| 17 Clearstream Banking S.A. | 675,617 | 533,929 | 26,54 | |
| 18 Banque de Luxembourg S.A. | 637,318 | 610,188 | 4,45 | |
| 19 CACEIS Bank Luxembourg | 625,146 | 414,464 | 50,83 | |
| 20 Crédit Agricole Luxembourg | 516,938 | 468,419 | 10,36 | |
| 21 UBS (Luxembourg) S.A. | 499,853 | 546,836 | -8,59 | |
| 22 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | 444,962 | 425,732 | 4,52 | |
| 23 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | 423,821 | 423,821 | 0,00 | |
| 24 Banque LBLux S.A. | 376,138 | 415,558 | -9,49 | |
| 25 Commerzbank International S.A. | 347,180 | 480,805 | -27,79 | |
| 26 Nordea Bank S.A. | 330,014 | 307,671 | 7,26 | |
| 27 Banco Bradesco Europa S.A. | 309,025 | 261,108 | 18,35 | |
| 28 LBBW Luxembourg S.A. | 288,600 | 306,500 | -5,84 | |
| 29 Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | 287,382 | 230,795 | 24,78 | |
| 30 Banque Raiffeisen | 274,412 | 231,450 | 18,56 | |
| 31 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | 243,562 | 236,949 | 2,79 | |
| 32 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | 239,859 | 214,381 | 11,88 | |
| 33 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | 239,797 | 128,276 | 86,94 | |
| 34 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | 232,546 | 183,545 | 26,70 | |
| 35 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | 231,051 | 202,623 | 14,03 | |
| 36 Pictet & Cie (Europe) S.A. | 224,475 | 207,061 | 8,41 | |
| 37 Banque Safra-Luxembourg S.A. | 221,045 | 195,119 | 13,29 | |
| 38 Bank of China (Luxembourg) S.A. | 216,883 | 213,897 | 1,30 | |
| 39 John Deere Bank S.A. | 214,857 | 188,955 | 13,71 | |
| 40 Banque Degroof Luxembourg S.A. | 206,123 | 223,482 | -7,77 | |
| 41 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | 205,170 | 505,416 | -59,41 | |
| 42 China Construction Bank (Europe) S.A. | 199,087 | | | |
| 43 Landesbank Berlin International S.A. | 189,957 | 167,596 | 13,34 | |
| 44 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | 184,904 | 210,300 | -12,08 | |
| 45 Hypothekenbank Frankfurt International S.A. | 181,520 | 135,969 | 33,50 | |
| 46 Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | 170,911 | 165,195 | 3,46 | |
| 47 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | 168,253 | 168,253 | 0,00 | |
| 48 HSH Nordbank Securities S.A. | 153,593 | 153,738 | -6,47 | |
| 49 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. | 156,260 | 146,930 | 6,35 | |
| 50 Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | 153,832 | 146,832 | 4,77 | |
| 51 Dexia LDG Banque S.A. | 148,624 | 134,621 | 10,40 | |
| 52 Banco Itau Europa Luxembourg S.A. | 138,769 | 182,776 | -24,08 | |
| 53 Danske Bank International S.A. | 130,900 | 131,086 | -0,14 | |
| 54 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | 121,889 | 115,821 | 5,24 | |
| 55 VP Bank (Luxembourg) S.A. | 120,335 | 114,567 | 5,03 | |
| 56 Credem International (Lux) | 115,325 | 101,977 | 13,09 | |
| 57 UBI Banca International S.A. | 114,883 | 125,488 | -8,45 | |
| 58 Banque Havilland S.A. | 111,482 | 110,268 | 1,10 | |
| 59 Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | 101,582 | 97,159 | 4,55 | |
| 60 East West United Bank S.A. | 91,797 | 44,039 | 108,44 | |
| 61 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A. | 85,580 | 104,003 | -17,71 | |
| 62 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | 83,943 | 83,522 | 0,50 | |
| 63 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | 83,359 | 66,580 | 25,20 | |
| 64 NORD/LB COVERED FINANCE BANK S.A. | 76,800 | 67,600 | 13,61 | |
| 65 Banco Popolare Luxembourg S.A. | 69,487 | 65,858 | 5,51 | |
| 66 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | 65,642 | 62,023 | 5,83 | |
| 67 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A. | 61,789 | 57,162 | 8,09 | |
| 68 Svenska Handelsbanken S.A. | 53,431 | 52,265 | 2,23 | |
| 69 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | 53,347 | 77,711 | -31,35 | |
| 70 EFG Bank (Luxembourg) S.A. | 50,441 | 43,460 | 16,06 | |
| 71 Andbank Luxembourg | 50,320 | 17,062 | 194,93 | |
| 72 Advanzia Bank S.A. | 49,703 | 44,146 | 12,59 | |
| 73 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | 48,559 | 51,426 | -5,57 | |
| 74 Comerç Banque (Luxembourg) S.A. | 47,609 | 47,425 | 0,39 | |
| 75 BHF-BANK International | 46,562 | 46,562 | 0,00 | |
| 76 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. | 45,385 | 38,640 | 17,97 | |
| 77 Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | 44,683 | 42,227 | 5,82 | |
| 78 BSI Luxembourg S.A. | 41,890 | 37,007 | 13,19 | |
| 79 DNB Luxembourg S.A. | 38,910 | 25,483 | 52,69 | |
| 80 Frankfurter Volksbank International S.A. | 33,257 | 32,977 | 0,85 | |
| 81 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | 32,526 | 27,514 | 18,22 | |
| 82 Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | 31,221 | 27,218 | 14,70 | |
| 83 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | 30,593 | 30,906 | -1,01 | |
| 84 Banque BCP S.A. | 30,364 | 25,313 | 19,95 | |
| 85 Delen Private Bank Luxembourg S.A. | 29,650 | 24,657 | 20,25 | |
| 86 TD Bank International S.A. | 26,505 | 26,058 | 1,72 | |
| 87 Banque Carnegie Luxembourg S.A. | 24,227 | 24,226 | 0,00 | |
| 88 Banque de Patrimoines Privés | 23,774 | 14,916 | 59,39 | |
| 89 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | 23,452 | 22,239 | 5,45 | |
| 90 La Française AM Private Bank | 20,141 | 10,141 | 98,61 | |
| 91 Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | 19,763 | 19,751 | 0,06 | |
| 92 GPB International S.A. | 18,694 | | | |
| 93 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | 17,251 | 18,332 | -5,90 | |
| 94 Argentabank Luxembourg S.A. | 17,029 | 15,546 | 9,52 | |
| 95 Banque Puibetco Devsary Luxembourg S.A. | 14,758 | 10,821 | 36,48 | |
| 96 ABLV Bank Luxembourg S.A. | 14,754 | 18,166 | -18,78 | |
| 97 Keytrade Bank Luxembourg S.A. | 12,652 | 11,801 | 7,21 | |
| 98 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | 12,435 | 12,435 | 0,00 | |
| 99 Fortuna Banque s.c. | 11,085 | 10,870 | 1,99 | |
| 100 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | 9,246 | 11,883 | -22,19 | |
| 101 ING LUXEMBOURG S.A. | | 1.421.374 | -100,00 | |
| 102 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | | 595.514 | -100,00 | |
| 103 Société Générale LDG | | 76.578 | -100,00 | |
| 104 Catella Bank S.A. | | 36.781 | -100,00 | |
| 105 Lombard Odier (Europe) S.A. | | 21.492 | -100,00 | |
| 106 Freie Internationale Sparkasse S.A. | | 11.599 | -100,00 | |
| 107 Banque Ohman S.A. | | 9.045 | -100,00 | |
| 108 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | | | | |
| 109 Société Générale Financing and Distribution | | | | |

Le reporting, pilier de la transparence

La mise en pratique de l'échange automatique d'informations ne sera pas facile pour les banques

PAR LINDA CORTEY

Avec le passage à l'échange automatique d'informations en matière fiscale, il n'y a pas que le métier de banquier qui va profondément changer. L'un des enjeux majeurs pour les banques sera d'être dans les temps pour envoyer les bonnes informations (et seulement celles-ci) aux bonnes administrations fiscales. Cet ensemble de documents, appelé dans le jargon le «reporting», est bien entendu différent pour Fatca et pour l'information fiscale au sein de l'Union européenne. Sans compter l'arrivée prochain des accords sur base de l'OCDE. Bernard Lhoest et Christian Daws reviennent sur la mise en place concrète de l'échange automatique d'information en matière fiscale pour les banques.

■ Pourquoi le fait de devoir remplir des formulaires plus ou moins détaillés- le reporting - est un enjeu pour les banques?

Bernard Lhoest: Le premier problème c'est que le périmètre de ce reporting évolue constamment. Il y a Fatca („Foreign Account Tax Compliance Act“) qui entre en vigueur le 1^{er} juillet et demande un premier reporting l'année prochaine. En Europe, il y a la fin du secret bancaire pour un scope limité de cinq types de revenus le premier janvier. Et il y a de plus en plus de pression de l'OCDE qui pourrait aboutir à un accord sur un standard international d'échange automatique pour 2016. Chacune de ces échéances renvoie à un type de reporting différent. Or, une banque qu'est-ce que c'est? Une entité qui possède un nombre incroyable de données. Des données sur des clients, sur des marchés, sur des produits, etc. mais tout est dans des bases de données avec des outils informatiques différents. Souvent les banques n'ont jamais relié ces données entre elles. Il y a un énorme chantier pour savoir quelles types de données exploiter, comment les relier entre elles de façon automatique, parce que le faire manuel-



Christian Daws, directeur associé Tax chez EY. (PHOTO: ROMAIN SCHANCK)



Bernard Lhoest est associé et responsable banque auprès d'EY Luxembourg. (PHOTO: MARC WILWERT)

«D'ici 2017, le reporting fera partie intégrale du travail des banques.»

Bernard Lhoest

lement serait un travail de bénédictin. Il faut aussi savoir quelles données reporter et surtout lesquelles ne pas donner. Le secret bancaire se réduit mais ne disparaît pas complètement. Par exemple, si je suis citizen russe, la banque ne doit pas donner mes données aux autorités fiscales de mon pays.

Christian Daws: Les banques se demandent comment envisager tous ces reportings. Est-ce qu'elles partent du principe que toutes ces initiatives fiscales vont converger en 2016 et cherchent à avoir une solution fiscale unique et mondiale ou est-ce qu'elles le font étape par étape, en commençant par Fatca, ensuite la directive épargne premier volet, puis son volet élargie et enfin l'OCDE? L'idéal serait un modèle unique mais les «dead line» sont différentes. Dans la pratique, le reporting sera sans doute réalisé par «silos». Pour des raisons de calendrier et parce que tout n'est pas encore très clair. Pour Fatca, l'administration luxembourgeoise est en train de travailler en même temps que les banques pour déterminer quelles informations reporter, avec quel niveau de précision et sous quel format. Il y a un peu une course contre la montre entre les banques qui se préparent, mais qui attendent quand même de l'administration luxembourgeoise le cahier des charges final.

Mais de plus, les clients des banques, de plus en plus soucieux de remettre à leurs autorités fiscales des déclarations d'impôt correctes, demandent aux banques de leur préparer des attestations de revenus impossibles perçus («reporting fiscal clients»). Or les chiffres pertinents à cette fin varient d'après le pays de résidence et ne correspondent pas au reporting standardisé

Entretien avec Bernard Lhoest et Christian Daws associés EY

puisque ce sera elle et non les banques qui transmettront les données collectées au Etats-Unis?

Christian Daws: L'administration a conscience du fait qu'elle va devoir collecter un volume de données de façon beaucoup plus importante qu'avant. Elle a organisé un groupe de travail avec les associations professionnelles, les banques, les fonds d'investissement et les assurances qui sont tous concernés par ces règles pour essayer de préciser le côté réglementaire de ce qu'elle compte imposer. L'administration est moins précise sur quand elle va donner des instructions sur le mode de transmission des informations par exemple.

■ Quand est-ce que toutes ces mesures doivent être mises en place?

Christian Daws: Pour Fatca, la date précise pour laquelle les banques doivent communiquer les informations à l'administration n'est pas encore fixée. On sait que l'administration luxembourgeoise devrait communiquer aux autorités américaines au plus tard pour le 30 septembre 2015. On sait qu'aux Etats-Unis les institutions qui ne sont pas couvertes par un accord intergouvernemental doivent fournir les données au mois de mars. A priori, la législation luxembourgeoise pourra préciser une date limite entre les deux, par exemple le 30 juin. Au niveau européen pour la directive sur l'épargne, la transmission doit se faire pour le 20 mars 2016 aux autorités luxembourgeoises.

■ C'est à ces dates-là que les banques doivent être prêtes à mettre en œuvre le reporting?

Christian Daws: Une banque fait des milliers de transactions par jour. Il faut donc être prêts le premier jour où la législation entre en vigueur par ce que pour une banque c'est très difficile de revenir en arrière. Le volume est tellement important qu'il serait inconcevable en fin d'année de chercher retracer toutes les opérations depuis le mois de janvier. Certaines risquent malheureusement de le faire par manque de temps mais pour les grandes banques elles devront être prêtes le premier mois où la législation joue, du moins dans les grandes lignes.

■ Le métier de banquier va-t-il changer avec cette obligation de reporting?

Bernard Lhoest: D'ici 2017, le reporting fera partie intégrale du travail des banques. Ce sera une activité qu'il faudra suivre: une fois mis en place, on ne pourra pas se dire que le système sera bon pour 20 ans. Déjà parce que la base des pays sujets à échange automatique d'information va varier. Après Fatca et la directive sur l'épargne, il y aura peu à peu les autres pays qui auront signé l'accord sur le modèle de l'OCDE.

Le nombre de banques est reparti à la hausse

Pour la première fois depuis 2005, le Luxembourg a vu plus de banques s'installer que partir

Luxembourg. Le nombre des banques a augmenté de six unités pour s'établir à 147 au 31 décembre 2013, soit selon la CSSF. Neuf banques ont commencé leurs activités en cours d'année tandis que trois banques ont

arrêté leurs activités. La somme de bilan agrégée s'est élevée à 713,4 milliards d'euros fin 2013, soit une baisse de 2,9 % par rapport à 2012. Cette baisse est partagée par 42 % des banques de la place, dont la majorité fait partie de groupes bancaires établis dans la zone euro. Ces réductions d'activités reflètent la nécessité pour certaines banques européennes d'adapter leurs risques et structures de bilan à leur capacité à gérer et à supporter ces risques. La hausse de la somme de bilan de certaines banques s'explique notamment par une reprise des activités ou le développement de nouvelles activités. (C.)



Genossenschaftliche FinanzGruppe
Volksbanken Raiffeisenbanken

WACHSTUM DURCH SPEZIALISIERUNG

Performance made in Luxembourg

DIE ERFOLGSSTRATEGIE DER DZ PRIVATBANK S.A.:
WIR MACHEN NICHT ALLES – DOCH WAS WIR MACHEN, DAS MACHEN WIR SEHR ERFOLGREICH.

Die DZ PRIVATBANK hat sich auf Marktbereiche spezialisiert, für die der Finanzplatz Luxemburg besonders günstige Wachstumsbedingungen bietet: Private Banking, Kreditgeschäft und Fondsdienstleistungen. Eine Spezialisierung, die sich gelohnt hat – auch für unsere Partner aus der genossenschaftlichen FinanzGruppe Volksbanken Raiffeisen-

banken in Deutschland. Denn die DZ PRIVATBANK hat sich innerhalb von knapp drei Jahrzehnten zum größten Auslandsstützpunkt der FinanzGruppe und zu einer der größten deutschen Banken in Luxemburg entwickelt. Vermögende Private Banking-Kunden nutzen und schätzen unsere kompetente Beratung und persönliche Betreuung. Als Kompetenzzentrum der Volksbanken Raiffeisenbanken für Währungsanlagen und Währungskredite sind wir einer der Marktführer in Deutschland. Weitere Informationen erhalten Sie unter www.dz-privatbank.com

EUROPEAN REPORT

Platz 1

EUROPEAN REPORT

TOP Vermögensmanager

EUROPEAN REPORT

EUROPEAN REPORT



Vaste étude sur les sentiments des employés de banque en France

Les salariés des banques sous pression

Plus de la moitié des employés déclarent rencontrer des tensions avec les clients

Tensions avec les clients, temps manquant, poids des procédures: les salariés des banques françaises travaillent sous pression, indique une vaste enquête sur les risques psychosociaux dans le secteur bancaire publiée lundi par le syndicat bancaire français SNB/CFE-CGC.

En trois ans, la crainte de perdre son emploi augmente, passant de 23,1 à 28,9 %. Si globalement les résultats montrent une légère amélioration, la situation reste préoccupante. «L'importance de la charge quantitative de travail» dans le secteur, conjuguée au sentiment des salariés d'avoir sur cette situation des «marges faibles» d'action en est la cause, souligne

l'auteur de l'enquête, Xénophon Vaxevanoglou, psychologue du travail et maître de conférences à l'université Lille 2. Pour cette étude, plus de 5.700 salariés adhérents du SNB (Syndicat national de la banque et du crédit), premier syndicat du secteur, ont été interrogés en ligne début 2014, et les résultats comparés avec ceux de la précédente enquête, datant de 2011.

Tous postes confondus, 63,6 % des salariés affirment ne pas disposer du temps nécessaire pour travailler correctement. Le rythme de travail est, selon eux, dicté par les procédures et normes (pour 73,5 % des sondés), devant les contrôles de la hiérarchie (63,9 %) et



Seule la moitié des salariés se sent soutenue par sa hiérarchie. (PHOTO: AFP)

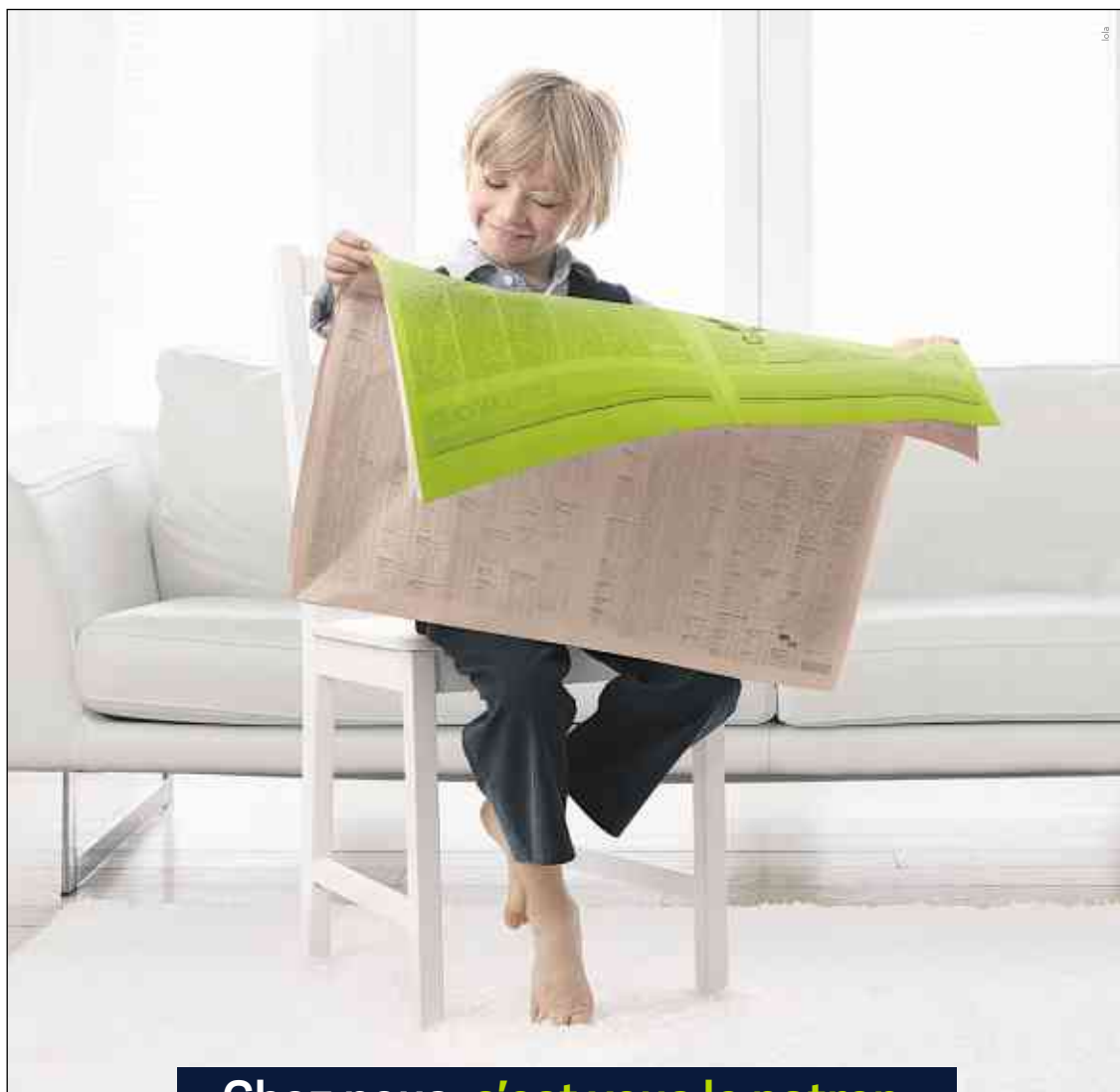
les contraintes techniques (54,4 %). Ces contraintes liées à «l'industrialisation des processus»

impactent «fortement et négativement les collaborateurs», qui dans plus d'un cas sur deux (57,5 %) considèrent n'avoir pas les moyens de travailler et ont du mal à concilier travail et obligations familiales pour 46,2 % des personnes ayant répondu.

Parallèlement, plus d'un sur deux (55,6 %) déclare rencontrer des tensions avec les clients. Et

près d'un sur quatre (38,4 %) avoue avoir eu peur au travail. «Mais ce qui marque avant tout, c'est l'exigence de répression des émotions», reconnue par 73 % des personnes. Cette situation, alors même qu'ils «doivent faire face à des personnes en détresse (...)» produit une tension émotionnelle qui peut générer de la souffrance», constate l'auteur. Une minorité témoigne en outre de harcèlement: plus de 18 % rapportent des comportements méprisants et près de 17 % un déni de la qualité de leur travail.

Face à cette situation, la bonne coopération entre collègues permet de «diminuer l'intensité des risques» psychosociaux. Ainsi, plus de 72 % des personnes disent pouvoir compter sur le soutien de leurs collègues, 50 % de leur hiérarchie. S'ils sont seulement 40 % à juger leur travail reconnu à sa juste valeur, une écrasante majorité (85,2 %) trouve néanmoins du sens à son activité. (AFP)



Chez nous, c'est vous le patron.



Raiffeisen
Naturellement ma banque

Raiffeisen est une banque coopérative. Et ça change tout! Nous nous engageons à vous soutenir et à travailler dans votre seul intérêt. Parce que pour nous, c'est naturel de faire confiance à ceux qui nous font confiance.

www.raiffeisen.lu

Finanzbranche gegen weitere Zinssenkung

Die EZB steht vor einem historischen Schritt

Frankfurt/Main. Vor der Ratssitzung der Europäischen Zentralbank (EZB) an diesem Donnerstag hat die deutsche Finanzbranche vor den möglichen Folgen einer weiteren Leitzinssenkung gewarnt. In einem am Montag vorab in der „Bild“-Zeitung veröffentlichten gemeinsamen Appell betonten die Präsidenten des Bundesverbandes der Deutschen Volksbanken und Raiffeisenbanken (BVR), des Deutschen Sparkassen- und Giroverbandes (DSGV) und des Gesamtverbandes der Deutschen Versicherungswirtschaft (GDV): „Niedrigzinsen enteignen Sparer.“

Zusätzliche geldpolitische Lockerungen seien daher gefährlich für die Spar- und Stabilitätskultur in Deutschland. Zumal die Verbandspräsidenten den „Patient Europa“ inzwischen „auf einem langsamen, aber fortschreitenden Kurs der Besserung“ sehen. Die von vielen Ökonomen für dieses und nächstes Jahr erwartete wirtschaftliche Erholung im Euroraum

spreche klar gegen weitere geldpolitische Maßnahmen. Auch Deflationsgefahren seien nicht erkennbar, betonten die Verbandschefs.

Ungewohnt deutlich deuten führende Notenbanker seit Wochen an, dass die EZB den bereits historisch niedrigen Leitzins im Kampf gegen die zu niedrige Inflation am Donnerstag unter die Marke von 0,25 Prozent senken könnte. In der Diskussion sind außerdem Strafzinsen für Geschäftsbanken, die größere Geldbestände bei der EZB horten.

BVR-Präsident Uwe Fröhlich warnte: „Ein in der EU noch nie dagewesener Strafzins würde die Kreditvergabe nicht beleben. Die Medizin würde keine Wirkung zeigen. Die Risiken und Nebenwirkungen wären dagegen umso größer.“ Der Chef des Münchner Ifo-Instituts, Hans-Werner Sinn, warnte in der „Wirtschaftswoche“ ebenfalls vor möglichen Folgen für die Sparer durch den sogenannten negativen Einlagezins. (dpa)



Morgen könnte die EZB die extrem tiefen Zinsen weiter senken und zudem eine Art Strafgebühr für Geschäftsbanken festlegen.

(FOTO: AFP)

Les différentes expositions du secteur bancaire luxembourgeois

Un risque vertigineux mais contrôlé

Si la banque dépositaire constitue le seul risque systémique du pays, l'immobilier est aussi à surveiller, selon la CSSF

PAR LINDA CORTEY

Il existe un domaine dans lequel le Luxembourg présente un risque pour l'ensemble du système financier mondial: la banque dépositaire. Cette activité est fondamentale pour la place luxembourgeoise, au carrefour entre la banque et les fonds d'investissement. La CSSF a détaillé ce risque, ainsi que les risques souverain et immobilier, dans son rapport annuel.

Les fonds d'investissement européens doivent obligatoirement confier la garde de leur actifs à une banque dépositaire. Pas étonnant donc que le Luxembourg, première place européenne et deuxième au monde pour les fonds d'investissement, se retrouve avec une activité de banque dépositaire hors norme. «La fonction de banque dépositaire assumée par des banques luxembourgeoises dans le cadre de leurs services en relation avec la gestion patrimoniale porte sur des avoirs globaux d'environ 3.028 milliards d'euros», indique la Commission du secteur financier (CSSF). «En y ajoutant les avoirs déposés dans le contexte des opérations de paiement et de règlement sur titres, le montant atteint 13.662 milliards d'euros». Ce qui correspond à un peu plus que le PIB de l'Union européenne.

Un risque pour les marchés financiers globaux

«Vu l'ampleur des valeurs déposées auprès de banques luxembourgeoises, une interruption dans la fourniture des services de banque dépositaire pourrait porter atteinte au bon fonctionnement des marchés financiers globaux», note la CSSF. «Le risque lié à la continuité de l'activité de banque dépositaire est donc essentiellement un risque que la place financière représente pour le système financier mondial».

Ce risque est très encadré, précise l'autorité de surveillance, à la fois par les règles sur le droit de propriété et sur la protection des déposants. Un cadre qui sera encore renforcé par l'union bancaire, avec le mécanisme de résolution.

Les deux autres risques majeurs du système bancaire luxembourgeois ne sont pas assez conséquents pour avoir une incidence forte sur le système financier mondial. Il s'agit du risque souverain et du risque immobilier. Dans les deux cas, la CSSF les estime largement sous contrôle.

Pour le risque souverain, qui est constitué par les dettes sur le secteur public (les administrations centrales, régionales et locales), la CSSF constate que les banques luxembourgeoises, structurellement en situation d'excès de liquidité, ont investi en partie dans la dette souveraine. «En théorie, un Etat souverain est à même d'honorer ses obligations financières

en activant à cette fin ses prérogatives en matière fiscale. L'exposition souveraine apparaît ainsi comme moins risquée et plus adaptée au profil de risque conservateur des banques luxembourgeoises», rappelle la commission de surveillance. «Toutefois, en cas d'évolution adverse, à l'instar de la crise de la dette souveraine en Europe, une concentration accrue sur des débiteurs souverains peut compromettre la stabilité financière».

Un nombre limité de banques exposées aux dettes souveraines

La CSSF ne voit pas de danger pour autant sur l'ensemble du secteur. «Dans l'ensemble, les risques souverains encourus par les banques de la place ne remettent pas en cause la stabilité financière du secteur dans son ensemble». Mais la situation peut être plus complexe pour quelques banques: «Pour un nombre limité de banques prises individuellement, ces expositions représentent une concentration de risque plus importante. Il en est ainsi des banques d'émission de lettres de gage publiques dont le modèle d'affaires correspond précisément au financement du secteur public».

Fin 2013, l'exposition globale des banques luxembourgeoises atteint 57 milliards d'euros, soit une hausse de 3 % sur un an. Pour les pays européens ayant connu une crise ou des doutes sur leurs dettes (Grèce, Irlande, Italie, Portugal, Espagne et Chypre), l'exposition est passée de 18 milliards d'euros en décembre 2010 à 13 milliards d'euros en fin d'année 2013. Les trois pays pour lesquels les banques luxembourgeoises sont le plus exposées sont la France (9,060 milliards d'euros), l'Italie (8,879 milliards) et l'Allemagne (6,882 milliards).

Les prêts hypothécaires ont progressé de 65 % en 5 ans

Troisième risque: l'immobilier résidentiel. Il ne concerne qu'un nombre limité de banques actives sur le territoire luxembourgeois, précise la CSSF. Toutefois, cette activité connaît une progression continue depuis cinq ans: entre fin 2008 et fin 2013, le volume des crédits hypothécaires a augmenté d'environ 65 %. De plus, les règles sur l'octroi des prêts ont évolué. Par le passé, l'octroi de crédits hypothécaires présumait en règle générale un apport propre de la part du futur acquéreur à hauteur de 20 % environ de la valeur de l'immeuble. Sur les dix dernières années, cette pratique a cédé sa place à des modèles de financement plus poussés, prévoyant à la limite le financement intégral sans apport personnel», note la CSSF.

«Cette pratique comporte pour la banque un risque plus prononcé dans la mesure où la diminution de l'apport propre de l'acquéreur coïncide avec une dimi-

nution de la valeur nette de la garantie dans le chef de la banque», poursuit l'autorité de surveillance.

Pour couvrir le risque de défaut des clients, le coussin de sécurité pratiqué par les banques luxembourgeoises ne représente en moyenne qu'entre 1 % et 3 % de l'encours total de leurs crédits hypothécaires. Pour assurer une meilleure couverture du risque, la CSSF a introduit en juillet 2013 de nouvelles règles en matière de financement immobilier. Elle évaluera leur efficacité cette année pour déterminer si les banques luxembourgeoises actives sur le marché du crédit hypothécaire résidentiel doivent détenir un coussin additionnel de fonds propres.



L'ensemble des banques dépositaires du Luxembourg cumule un montant de dépôts supérieur au PIB de l'Union européenne. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)

© 2014 EYGM Limited. All rights reserved.

BANKS.
EXPLORE YOUR FUTURE FROM A NEW PERSPECTIVE.

New regulations, changing customers' expectations, new technology and innovation, competition. A new banking era has emerged. Find out how EY can help banks restructure their organizations, redefine their business models, redesign their infrastructure, cope with compliance and reinvent themselves to implement these changes.

Visit ey.com/lu/banking
@EY_Luxembourg

EY
Building a better working world

| Provisions – Provisions – Rückstellungen | | | | |
|--|---------|---------|---------|--|
| en millions de EUR | | | | |
| | 2013 | 2012 | % | |
| 1 Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg | 440,546 | 417,313 | 5,57 | |
| 2 Deutsche Bank Luxembourg S.A. | 338,784 | 375,961 | -9,89 | |
| 3 BGL BNP Paribas | 293,282 | 250,000 | 17,35 | |
| 4 Clearstream Banking S.A. | 133,173 | 177,787 | -648,71 | |
| 5 Société Générale Bank & Trust | 103,183 | 81,387 | 26,78 | |
| 6 Banque de Luxembourg S.A. | 94,139 | 75,036 | 25,46 | |
| 7 Banque Raiffeisen | 80,341 | 78,134 | 2,82 | |
| 8 ING LUXEMBOURG S.A. | 67,490 | 67,504 | -0,02 | |
| 9 Banque Internationale à Luxembourg | 65,404 | 56,728 | 15,29 | |
| 10 DZ PRIVATBANK S.A. | 53,555 | 42,830 | 25,04 | |
| 11 HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) S.A. | 52,647 | 29,510 | 78,40 | |
| 12 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | 49,183 | 45,247 | 8,70 | |
| 13 Crédit Agricole Luxembourg | 44,501 | 51,541 | -13,66 | |
| 14 Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | 40,198 | 31,562 | 27,36 | |
| 15 CACEIS Bank Luxembourg | 39,826 | 38,863 | 2,48 | |
| 16 Deutsche Postbank International S.A. | 37,758 | 33,012 | 12,26 | |
| 17 Pictet & Cie (Europe) S.A. | 33,218 | 21,809 | 52,31 | |
| 18 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | 31,900 | 22,600 | 41,15 | |
| 19 Commerzbank International S.A. | 27,912 | 30,959 | -9,84 | |
| 20 Landesbank Berlin International S.A. | 25,879 | 25,257 | 2,46 | |
| 21 RBC Investor Services Bank S.A. | 25,291 | 13,037 | 93,99 | |
| 22 Banque IBLUX S.A. | 24,765 | 1,618 | 1430,59 | |
| 23 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | 24,386 | 10,213 | 138,78 | |
| 24 DekaBank Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | 19,481 | 18,957 | 2,76 | |
| 25 LBBW Luxembourg S.A. | 18,100 | 20,300 | -10,84 | |
| 26 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | 13,843 | 13,246 | 4,51 | |
| 27 HSH Nordbank Securities S.A. | 12,688 | 15,621 | -18,78 | |
| 28 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | 11,237 | 9,855 | 14,02 | |
| 29 UBS (Luxembourg) S.A. | 9,928 | 4,274 | 132,29 | |
| 30 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | 9,162 | 10,800 | -15,17 | |
| 31 Hypothekbank Frankfurt International S.A. | 8,449 | 6,318 | 33,73 | |
| 32 UniCredit Luxembourg S.A. | 8,375 | 9,375 | -10,67 | |
| 33 VP Bank (Luxembourg) S.A. | 8,097 | 7,928 | 2,13 | |
| 34 Danske Bank International S.A. | 7,257 | 8,579 | -15,41 | |
| 35 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | 6,765 | 5,807 | 16,48 | |
| 36 State Street Bank Luxembourg S.A. | 6,669 | 6,137 | 8,66 | |
| 37 Nordea Bank S.A. | 6,648 | 3,460 | 92,14 | |
| 38 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | 6,056 | 6,084 | -0,46 | |
| 39 KfI European Private Bankers S.A. | 6,000 | 7,000 | -14,29 | |
| 40 Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | 5,504 | 5,123 | 7,44 | |
| 41 Banque Degroof Luxembourg S.A. | 5,456 | 2,984 | 82,82 | |
| 42 Banque Havilland S.A. | 5,442 | 3,682 | 47,79 | |
| 43 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | 5,227 | 4,656 | 12,25 | |
| 44 Banque Safra-Luxembourg S.A. | 5,146 | 4,236 | 21,48 | |
| 45 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | 4,981 | 1,775 | 180,62 | |
| 46 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | 4,877 | 3,753 | 29,95 | |
| 47 Natixis Bank | 4,609 | 4,125 | 11,74 | |
| 48 BHF-BANK International | 4,453 | 4,618 | -3,58 | |
| 49 Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | 4,231 | 2,908 | 48,93 | |
| 50 HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A. | 3,874 | 4,610 | -15,95 | |
| 51 Banco Itau Europa Luxembourg S.A. | 3,820 | 9,314 | -58,99 | |
| 52 SMBC Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | 3,762 | 4,002 | -5,99 | |
| 53 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | 3,646 | 3,653 | -0,20 | |
| 54 East West United Bank S.A. | 3,446 | 3,115 | 10,62 | |
| 55 Andbank Luxembourg | 3,250 | 0,653 | 397,61 | |
| 56 Banco Popolare Luxembourg S.A. | 3,233 | 3,027 | 6,81 | |
| 57 DNB Luxembourg S.A. | 2,998 | 2,489 | 20,46 | |
| 58 Credem International (Lux) | 2,863 | 2,781 | 2,96 | |
| 59 BSI Luxembourg S.A. | 2,800 | 2,559 | 9,41 | |
| 60 Banque Carnegie Luxembourg S.A. | 2,757 | 1,782 | 54,68 | |
| 61 Banco Bradesco Europa S.A. | 2,666 | 2,537 | 5,11 | |
| 62 Comér Banque (Luxembourg) S.A. | 2,506 | 2,434 | 2,94 | |
| 63 RBS Global Banking (Luxembourg) S.A. | 2,345 | 2,429 | -3,47 | |
| 64 Banque Pullaetco Dewaay Luxembourg S.A. | 2,261 | 1,083 | 108,79 | |
| 65 UBI Banca International S.A. | 2,240 | 1,913 | 17,10 | |
| 66 Svenska Handelsbanken S.A. | 2,040 | 1,778 | 14,72 | |
| 67 Banca Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | 1,943 | 3,152 | -38,35 | |
| 68 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | 1,937 | 1,780 | 8,82 | |
| 69 Société Européenne de Banque S.A. | 1,266 | 1,390 | -8,89 | |
| 70 Banque de Patrimoines Privés | 1,221 | 0,593 | 105,90 | |
| 71 Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | 1,200 | 1,153 | 4,02 | |
| 72 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | 1,194 | 0,846 | 41,07 | |
| 73 HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A. | 1,172 | 5,009 | -76,60 | |
| 74 TD Bank International S.A. | 1,028 | 1,779 | -42,19 | |
| 75 Argentabank Luxembourg S.A. | 0,979 | 0,621 | 57,60 | |
| 76 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | 0,800 | 2,279 | -64,89 | |
| 77 Fortuna Banque s.c. | 0,777 | 0,396 | 96,24 | |
| 78 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | 0,766 | 0,740 | 3,47 | |
| 79 Freie Internationale Sparkasse S.A. | 0,746 | 0,769 | -3,01 | |
| 80 Delen Private Bank Luxembourg S.A. | 0,688 | 0,518 | 32,82 | |
| 81 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | 0,645 | 2,780 | -76,80 | |
| 82 Keytrade Bank Luxembourg S.A. | 0,591 | 0,029 | 1958,54 | |
| 83 Frankfurter Volksbank International S.A. | 0,562 | 0,276 | 103,47 | |
| 84 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | 0,466 | 0,395 | 17,91 | |
| 85 GPB International S.A. | 0,330 | | | |
| 86 Banque BCP S.A. | 0,300 | | | |
| 87 EFG Bank (Luxembourg) S.A. | 0,288 | 0,464 | -37,85 | |
| 88 China Construction Bank (Europe) S.A. | 0,279 | | | |
| 89 Bank of China (Luxembourg) S.A. | 0,250 | 0,088 | 184,03 | |
| 90 Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | 0,213 | 0,240 | -11,38 | |
| 91 ABLV Bank Luxembourg S.A. | 0,058 | 0,000 | | |
| 92 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | 0,051 | 0,071 | -28,87 | |
| 93 La Française AM Private Bank | 0,001 | 0,560 | -99,89 | |
| 94 Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 95 NORDLB COVERED FINANCE BANK S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 96 Société Nationale de Crédit et d'investissement | 0,000 | 0,200 | -100,00 | |
| 97 Catella Bank S.A. | 0,000 | 3,818 | -100,00 | |
| 98 Lombard Odier (Europe) S.A. | 0,000 | 3,247 | -100,00 | |
| 99 Banque Ohman S.A. | 0,000 | 2,479 | -100,00 | |
| 100 John Deere Bank S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 101 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 102 Advanzia Bank S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 103 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | 0,000 | 0,000 | | |
| 104 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 105 Lombard Odier (Europe) S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 106 Société Européenne de Banque S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 107 Société Générale Financing and Distribution | 0,000 | 0,000 | | |
| 108 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | 0,000 | 0,000 | | |
| 109 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | 0,000 | 0,000 | | |

INTERVIEW: ANDREAS ADAM

Neue Vorschriften wie die 2013 in nationales Recht umgesetzte AIFMD, aber auch Abkommen wie Fatca sorgen bei den Depotbanken für zusätzliche Arbeit. Durch finanzielle Aufwendungen für neue Technik und zusätzliche Mitarbeiter steigt der Kostendruck. Wir sprachen mit Martin Dobbins, Managing Director der State Street Bank und Vorsitzender des Alfi/ABBL Depositary Bank Forums.

Herr Dobbins, es gibt in Luxemburg bei rund 3 900 Fonds gut 60 Depotbanken. Ist in diesem Bereich eine Konsolidation zu erwarten?

Je mehr Vorschriften und Auflagen für Depotbanken erlassen werden, desto mehr muss investiert werden. Durch die zusätzlichen finanziellen Aufwendungen für Mitarbeiter und Technik steigt jedoch der Kostendruck. Manche Firmen fragen sich dann in der Tat, ob sie noch in diesem Bereich tätig sein sollten und ob Depotbank-Dienstleistungen zu ihren Kernkompetenzen zählen. Letzteres ist bei State Street der Fall. Das Depotbanking ist eine unserer Hauptaufgaben. Daher haben wir selbst in schwierigeren Marktphasen beständig investiert. State Street in Luxemburg hat heute rund 1 000 Mitarbeiter.

Wo sind eigentlich die größten Mitbewerber der luxemburgischen Depotbanken zu finden?

Hier in Europa würde ich sagen in Irland und im Vereinigten Königreich, vor allem im Bereich der Alternativen Investmentfonds. In diesem Bereich spielen auch die Kanalinseln und vor allem die Kai-maninseln eine wichtige Rolle. Weltweit betrachtet haben wir natürlich Konkurrenten in Asien. Hongkong und Singapur treten in dieser Disziplin gegen uns an, wo wir bereits seit 25 Jahre aktiv sind.

Luxemburgische Fonds müssen luxemburgische Depotbanken beauftragen. Wie ist dies bei komplexeren Strukturen, wenn etwa ein ausländischer Private Equity Fonds mehrere Soparfi hält?

Also in Luxemburg aufgelegte regulierte Fonds benötigen eine Depotbank im Großherzogtum. Im Fall eines ausländischen Private Equity Fonds mit mehreren luxemburgischen Soparfi hängt es von der Struktur ab und wie ihre Regulierung aussieht. Wenn ein luxemburgischer Fonds andere Fonds umfasst, dann gilt es natürlich, den Überblick zu behalten. Unter den neuen Regulierungsvorschriften werden wir unsere Kenntnisse im Bereich von Due Diligence und Berichterstattung weiter ausbauen.

Depotbanken sind einerseits Dienstleister für die Fonds, übernehmen aber gleichzeitig eine Kontrollaufgabe, was die Aktivitäten der Ver-

Wachsende Kosten durch Vorschriften

Immer neue Regelwerke stellen die Depotbanken vor große Herausforderungen

waltungsgesellschaften anbelangt. Wie gehen Sie damit um?

Wir, als Depotbank, sowie auch die Verwaltungsgesellschaften des Fonds haben eine Verantwortung gegenüber den Anteilnehmern der Fonds. Dabei gibt es ganz klare Bestimmungen, an die wir uns halten müssen. Wenn beispielsweise ein Fonds für europäische Aktien versehentlich in amerikanischen Staatsanleihen investiert, kontaktieren wir die Verwaltungsgesellschaften und weisen sie darauf hin, damit es rückgängig gemacht wird.

Bei State Street haben wir schon seit zwei Jahren eine Arbeitsgruppe, die sich nur mit der Implementierung von Fatca befasst.“

Martin Dobbins

Finanzminister Pierre Gramegna sagt, die Zukunft des Finanzplatzes könne nicht auf einem Bankgeheimnis begründet sein. Am 1. Januar beginnt der automatische Informationsaustausch in der EU. Auch Fatca wurde unterzeichnet. Was bedeutet das für die Depotbanken?

Also Fatca wird die Depotbanken in verschiedenster Weise betreffen. Wir als Depotbank müssen konform sein, müssen die notwendigen Infrastrukturen und Lenkungsstrukturen haben und die Identifikations- und Steuerinformationen von unseren Kunden bekommen. Dabei müssen wir sowie unsere Kunden eine Identifikationsnummer („GIIN-Nummer“) bei den amerikanischen Steuerbehörden anfragen. Wir müssen im Zuge des Intergovernmental Agreement (IGA) instruiert werden, wie wir Informationen bereitstellen sollen, um unsere Systeme darauf auszurichten. Der Luxemburger Investmentfonds ist für die Identifikation der amerikanischen Anleger verantwortlich. Natürlich müssen wir uns auch auf unsere Kunden einstellen, damit wir ihnen Lösungen rund um Fatca anbieten können. Bei State Street haben wir schon seit zwei Jahren eine Arbeitsgruppe, die sich nur mit der Implementierung von Fatca befasst. Wegen des automatischen Informationsaustauschs haben wir nur begrenzte direkte Auswirkungen, da unsere Kunden hauptsächlich Luxemburger Investmentfonds sind.

Wie sehen Sie das Zukunftspotenzial für die luxemburgische Fondsin-dustrie?



„Für Ucits V sollte man sich, unserer Schutz entsprechend gestalten“, sagt Martin Dobbins.

Luxemburg hat eine holistische starke Fondsindustrie. Ich spreche also nicht nur von den Verwaltungsgesellschaften und Depotbanken, sondern ebenfalls von den fachspezifischen Anwaltskanzleien und Wirtschaftsprüfern. Seit einigen Jahren kommen auch mehr und mehr Fondsgründer – zum Beispiel aus Südafrika oder Korea – zu uns ins Großherzogtum. Künftig wird es entscheidend sein, wie wir uns auf

dieser Grundlage entwickeln. Um unsere Kompetenzen müssen wir „Knowledge Centers“ und das zugehörige Training aufbauen. Zertifizierung ist ein Schlüsselaspekt, z. B. in Zusammenarbeit mit der Uni Luxemburg. Wir müssen dem Markt noch mehr zeigen, dass wir hier die Experten für Konformität, Risikomanagement und Steuerung haben, verbunden mit bestem technischen Wissen.

Seit der Krise von 2008 hat die EU mehrere Regelwerke für die Fondindustrie auf den Weg gebracht, die Verpflichtungen und Haftungsanforderungen für Depotbanken beinhalten. Worin bestehen die Herausforderungen?

Ich möchte in diesem Zusammenhang die Rolle des 2009 gegründeten Depositary Bank Forums von ABBL und Alfi ansprechen, dem

Mitglieder aller Finanzsparten angehören. Das Forum hat sich z. B. intensiv mit der AIFMD und ihren Auswirkungen beschäftigt. Ein wichtiger Punkt bei den neuen Regelwerken sind die höheren Haftungsanforderungen an die Depotbanken. Wenn wir Anlagen an „Prime Brokers“ oder „Collateral Agents“ auslagern, gibt es verschärfte Sorgfaltspflichten. Des Weiteren müssen unsere Verwahrungsverträge angepasst werden. Dabei ist zu sagen, dass die AIFMD bereits viele Investmentfonds betrifft, dass uns Ucits V aber noch viel mehr Arbeit machen wird.

Die Regierung möchte nach Einführung der AIFMD insbesondere Private Equity Fonds anziehen. In diesem Jahr will man Luxemburg in eine „Pole position“ bringen, während Branchenvertreter noch Handlungsbedarf annehmen. Wie sehen Sie das?

Für die Fondsgründer, die bereits mit Depotbanken gearbeitet haben, wird AIFMD nicht völlig neu sein. Es gibt aber zum Teil eine steile Lernkurve zu bewältigen, was den ganzen Prozess verlangsamt. Wie wir sehen, muss noch ein Teil der Verwaltungsgesellschaften den AIFM-Status beantragen. Das erste Jahr nach der Umsetzung in nationales Recht war ein Lernjahr. Wir haben hart daran gearbeitet, um zu verstehen, wie die Direktive in der Praxis umgesetzt werden kann. Nun können wir uns an die Feineinstellung machen. Was nun die Art der alternativen Fonds angeht, haben wir seit einigen Jahren mehr und mehr Real Estate Fonds. Bei den Private Equity Fonds gibt es auch ein Wachstum zu verzeichnen. Wir hören allerdings von AIFMs, dass es mitunter noch an Wissen und Erfahrung bezüglich der Anmeldeverfahren und Vorschriften mangelt.

AIFMD und Ucits V sollen Investoren besser schützen. Ist das ohne Weiteres machbar? Einige Vertreter der Fondsindustrie kritisieren, dass die Regelwerke in dieser Hinsicht zu weit führen.

Die AIFMD war ganz am Anfang überwältigend. Niemand war bereit, diese Art Verantwortung zu übernehmen. Die Direktive war zunächst auch nicht gut geschrieben. Mit vielen Eingaben der Industrie und der Regulierungsbehörden wurde der Entwurf überarbeitet, so dass die vorliegende Fassung nun angemessener ist. Die AIFMD bringt immer noch ein bedeutendes Maß an Verantwortung und Haftung für Verwaltungsgesellschaften und Depotbanken mit sich. Es gibt also einen verbesserten Investorenschutz. Für Ucits V sollte man sich, unserer Auffassung nach, am Modell der AIFMD inspirieren und den Investorenschutz entsprechend gestalten.

| Provisions pour impôts Provisions for taxes - Steuerrückstellungen | | | |
|--|---------|---------|---------|
| en millions de EUR | | | |
| | 2013 | 2012 | % |
| 1 Deutsche Bank Luxembourg S.A. | 111,687 | 56,074 | 99,18 |
| 2 UniCredit Luxembourg S.A. | 54,604 | 48,131 | 13,45 |
| 3 Société Générale Bank & Trust | 52,348 | 56,233 | -6,91 |
| 4 Clearstream Banking S.A. | 49,125 | 50,006 | -1,76 |
| 5 BGL BNP Paribas | 44,804 | 40,300 | 11,18 |
| 6 CACEIS Bank Luxembourg | 34,887 | 33,774 | 3,30 |
| 7 DZ PRIVATBANK S.A. | 28,837 | 11,048 | 161,02 |
| 8 Skandinaviska Enskilda Banken S.A. | 21,741 | 14,564 | 49,28 |
| 9 State Street Bank Luxembourg S.A. | 20,512 | 20,492 | 0,10 |
| 10 Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg | 18,055 | 7,141 | 152,82 |
| 11 Nomura Bank (Luxembourg) S.A. | 17,471 | 18,988 | -7,99 |
| 12 UniCredit International Bank (Luxembourg) SA | 15,130 | 10,643 | 42,16 |
| 13 John Deere Bank S.A. | 12,231 | 19,657 | -37,78 |
| 14 Nordea Bank S.A. | 11,916 | 15,078 | -20,97 |
| 15 Landesbank Berlin International S.A. | 11,112 | 2,187 | 408,06 |
| 16 Hypothekbank Frankfurt International S.A. | 10,867 | 8,702 | 24,88 |
| 17 ABN Amro Bank (Luxembourg) S.A. | 10,486 | 8,259 | 26,96 |
| 18 Banque de Luxembourg S.A. | 10,311 | 3,925 | 162,72 |
| 19 Banco Itau Europa Luxembourg S.A. | 10,277 | 9,404 | 9,28 |
| 20 Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. | 10,000 | -5,100 | -296,08 |
| 21 Banque Raiffeisen | 9,781 | 5,125 | 90,84 |
| 22 ING LUXEMBOURG S.A. | 9,019 | 10,194 | -11,52 |
| 23 Fideuram Bank (Luxembourg) S.A. | 8,873 | 8,048 | 10,25 |
| 24 Deutsche Postbank International S.A. | 8,420 | 9,160 | -8,08 |
| 25 PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A. | 8,346 | 4,381 | 90,51 |
| 26 Erste Europäische Pfandbrief- und Kommunalkreditbank Aktiengesellschaft in Luxemburg | 8,247 | 1,788 | 361,14 |
| Aktiengesellschaft in Luxemburg | | | |
| 27 Banque Privée Edmond de Rothschild Europe | 7,780 | 11,598 | -32,92 |
| 28 Banco Bradesco Europa S.A. | 6,097 | 5,970 | 2,12 |
| 29 Banque Safra Luxembourg S.A. | 5,431 | 5,121 | 6,05 |
| 30 East West United Bank S.A. | 5,188 | 2,381 | 117,91 |
| 31 Crédit Agricole Luxembourg | 4,965 | 6,530 | -23,97 |
| 32 Pictet & Cie (Europe) S.A. | 4,648 | 5,566 | -16,49 |
| 33 Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. | 4,505 | 2,458 | 83,24 |
| 34 MEDIOBANCA INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) S.A. | 4,427 | 20,288 | -78,18 |
| 35 Commerzbank International S.A. | 3,858 | 9,648 | -60,01 |
| 36 UBI Banca International S.A. | 3,752 | 3,928 | -4,48 |
| 37 M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. | 3,660 | 3,362 | 8,87 |
| 38 BHF Bank International S.A. | 3,622 | 3,683 | -1,64 |
| 39 Credem International (Lux) | 3,593 | 4,938 | -27,24 |
| 40 Crédit Suisse (Luxembourg) S.A. | 3,470 | 2,196 | 58,03 |
| 41 Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A., en abrégé ICBC (Europe) S.A. | 3,455 | 9,619 | -64,08 |
| 42 Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., en abrégé CBP Quilvest S.A. | 3,176 | 5,036 | -36,92 |
| 43 HSBG Private Bank (Luxembourg) S.A. | 2,931 | 2,889 | 1,46 |
| 44 BSI Luxembourg S.A. | 2,490 | 2,231 | 11,62 |
| 45 SMCB Nikko Bank (Luxembourg) S.A. | 2,467 | 3,684 | -33,04 |
| 46 Bank of China (Luxembourg) S.A. | 2,282 | 0,288 | 691,54 |
| 47 HSBC Global Banking (Luxembourg) S.A. | 2,181 | 0,552 | 295,15 |
| 48 Delen Private Bank Luxembourg S.A. | 2,128 | 2,126 | 0,11 |
| 49 Natixis Bank | 1,927 | 0,856 | 125,08 |
| 50 Banco Popolare Luxembourg S.A. | 1,921 | 1,665 | 15,41 |
| 51 DNB Luxembourg S.A. | 1,879 | 2,019 | -6,93 |
| 52 HSBG Trinkaus & Burkhard (International) S.A. | 1,849 | 1,849 | 0,00 |
| 53 Banco Popolare dell'Emilia Romagna (Europe) International S.A. | 1,820 | 2,319 | -21,54 |
| 54 Banque Havilland S.A. | 1,738 | 1,194 | 45,61 |
| 55 Sumitomo Mitsui Trust Bank (Luxembourg) S.A. | 1,632 | 1,723 | -5,80 |
| 56 Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. | 1,394 | 0,435 | 220,31 |
| 57 The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A. | 1,225 | 2,110 | -41,96 |
| 58 Banque BCP S.A. | 1,005 | 2,000 | -49,74 |
| 59 Andbank Luxembourg | 0,860 | 0,787 | 9,22 |
| 60 Cornér Banque (Luxembourg) S.A. | 0,847 | 0,588 | 43,91 |
| 61 Banque Carnegie Luxembourg S.A. | 0,790 | 0,000 | |
| 62 HSBG Securities Services (Luxembourg) S.A. | 0,785 | 0,589 | 33,32 |
| 63 Banque Internationale à Luxembourg | 0,774 | 16,467 | -99,30 |
| 64 Sal. Oppenheim jr. & Cie Luxembourg S.A. | 0,707 | 0,000 | 80,82 |
| 65 Van Lanschot Bankiers (Luxembourg) S.A. | 0,663 | 0,749 | -11,39 |
| 66 VP Bank (Luxembourg) S.A. | 0,645 | 1,515 | -57,44 |
| 67 Bank Leumi (Luxembourg) S.A. | 0,636 | 0,325 | 95,42 |
| 68 Mizuho Trust & Banking (Luxembourg) SA | 0,564 | 0,274 | 105,71 |
| 69 Union Bancaire Privée (Europe) S.A. | 0,555 | 0,000 | |
| 70 UBS (Luxembourg) S.A. | 0,549 | 0,119 | 360,22 |
| 71 Keytrade Bank Luxembourg S.A. | 0,534 | 1,100 | -51,45 |
| 72 HSH Nordbank Securities S.A. | 0,531 | 0,216 | 145,62 |
| 73 Deutsche Deutsche Girozentrale Luxembourg S.A. | 0,474 | 0,452 | 4,73 |
| 74 Danske Bank International S.A. | 0,459 | 0,000 | |
| 75 Hypo Pfandbrief Bank International S.A. | 0,433 | 0,028 | 1450,35 |
| 76 Dexia LDG Banque S.A. | 0,420 | 0,083 | 405,81 |
| 77 Banque Hapoalim (Luxembourg) S.A. | 0,298 | 0,312 | -4,37 |
| 78 Fortuna Banque s.c.c. | 0,201 | 0,184 | 8,99 |
| 79 Freie Internationale Sparkasse S.A. | 0,180 | 0,072 | 150,59 |
| 80 ABLY Bank Luxembourg S.A. | 0,141 | 0,000 | |
| 81 Frankfurt Volksbank (International) S.A. | 0,135 | 0,424 | -68,04 |
| 82 Banque de Patrimoines Privés | 0,131 | 0,135 | -2,62 |
| 83 Svenska Handelsbanken S.A. | 0,080 | 0,080 | 0,00 |
| 84 TD Bank International S.A. | 0,028 | 0,038 | -25,78 |
| 85 ArgentaBank Luxembourg S.A. | 0,021 | 0,000 | |
| 86 Banque Pulaiteo Dewaay Luxembourg S.A. | 0,000 | 0,000 | |
| 87 China Construction Bank (Europe) S.A. | 0,000 | 0,000 | |
| 88 GPB International S.A. | 0,000 | 0,000 | |
| 89 J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A. | 0,000 | 7,452 | -100,00 |
| 90 La Française AM Private Bank | 0,000 | 0,000 | |
| 91 LBWV Luxembourg S.A. | 0,000 | 0,000 | |
| 92 Mitsubishi UFJ Global Custody S.A. | 0,000 | 2,863 | -100,00 |
| 93 Banque LBLux S.A. | -0,488 | -17,411 | -97,20 |
| 94 NORDLB COVERED FINANCE BANK S.A. | -8,700 | -12,500 | -30,40 |
| 95 RBC Investor Services Bank S.A. | -9,175 | -1,399 | 555,83 |
| 96 KBL European Private Bankers S.A. | -15,000 | -24,000 | -37,50 |
| 97 EFG Bank (Luxembourg) S.A. | -16,871 | -17,537 | -3,80 |
| 98 Castella Bank S.A. | 0,000 | 0,807 | -100,00 |
| 99 Banque Ohman S.A. | 0,000 | 0,031 | -100,00 |
| 100 Banque Degroof Luxembourg S.A. | | | |
| 101 Advanzia Bank S.A. | | | |
| 102 Banque Transatlantique Luxembourg S.A. | | | |
| 103 BEMO EUROPE - BANQUE PRIVEE | | | |
| 104 Europäische Genossenschaftsbank S.A. - European Cooperative Bank S.A. - Banque Coopérative Européenne S.A. | | | |
| 105 Lombard Odier (Europe) S.A. | | | |
| 106 Société Européenne de Banque S.A. | | | |
| 107 Société Générale Financing and Distribution | | | |
| 108 Société Générale LDG | | | |
| 109 Société Nationale de Crédit et d'Investissement | | | |



Banking transformation

The world of finance is undergoing substantial changes as a consequence of the financial crisis and increased regulatory burden. These shifts in the financial landscape have created permanent changes for the Wealth Management industry.

In this changing environment, Luxembourg banks can seize the opportunities offered to export their unrivaled experience and tailored services to clients abroad in a more coordinated and transparent manner.

Banks need today to review and adapt their operating models to the new business environment and regulatory requirements in order to ensure compliance, profitability and sustainability.

KPMG's Financial Services practice combines rigorous analysis, deep understanding of the rapidly changing regulatory environment, and practical solutions to help banks face this challenging paradigm shift and embrace the transformation.

Visit us on
www.kpmgprivatebanking.com
www.kpmg.lu

Visit  on blog.kpmg.lu and follow KPMG Luxembourg on

